N. 79

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE :

PROJET DE LOI (Discussion) :

Projet de loi spéciale de réformes institutionnelles.

Discussion et vote des articles (suite). — *Orateurs* : MM. S. Moureaux, Jorissen, André, M. Calewaert, ministre de l'Education nationale, MM. Van der Elst, Bertrand, Mme Pétry, M. le Président, p. 2308.

Vote sur une proposition de M. Bertrand, p. 2309.

A l'article 5 : *Orateurs* : MM. Payfa, Pouillet, S. Moureaux, Peeters, Lagasse, Mme Pétry, MM. Cerf, de Wasseige, Humblet, Vandezande, Bonmariage, R. Gillet, M. Califice, ministre de la Santé publique et de l'Environnement, Mme De Backer-Van Ocken, ministre de la Communauté flamande, p. 2310.

A l'article 5, § 1^{er} : *Orateurs* : M. Vandezande, M. Vanderpoorten, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, MM. de Wasseige, S. Moureaux, le chevalier de Stexhe, Peeters, M. Califice, ministre de la Santé publique et de l'Environnement, M. André, p. 2322.

ORDRE DES TRAVAUX :

Page 2321.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt) :

Page 2327.

M. Jorissen. — Proposition de loi portant suspension des procédures de remembrement à l'amiable en cours en pays flamand.

INHOUDSOPGAVE :

ONTWERP VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Beraadslaging en stemming over de artikelen (voortzetting). — *Sprekers* : de heren S. Moureaux, Jorissen, André, de heer Calewaert, minister van Nationale Opvoeding, de heren Van der Elst, Bertrand, Mevr. Pétry, de Voorzitter, blz. 2308.

Stemming op een voorstel van de heer Bertrand. blz. 2309.

Bij artikel 5 : *Sprekers* : de heren Payfa, Pouillet, S. Moureaux, Peeters, Lagasse, Mevr. Pétry, de heren Cerf, de Wasseige, Humblet, Vandezande, Bonmariage, R. Gillet, de heer Califice, minister van Volksgezondheid en Leefmilieu, Mevr. De Backer-Van Ocken, minister van de Vlaamse Gemeenschap. blz. 2310.

Bij artikel 5, § 1 : *Sprekers* : de heer Vandezande, de heer Vanderpoorten, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, de heren de Wasseige, S. Moureaux, ridder de Stexhe, Peeters, de heer Califice, minister van Volksgezondheid en Leefmilieu, de heer André, blz. 2322.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN :

Bladzijde 2321.

VOORSTEL VAN WET (Indiening) :

Bladzijde 2327.

De heer Jorissen. — Voorstel van wet tot opschorting van de lopende ruilverkavelingsprocedures in het Vlaamse land.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. De Seranno et R. Gillet, secrétaires, prennent place au bureau.

De heren De Seranno en R. Gillet, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 10 m.

De vergadering wordt geopend te 14 u. 10 m.

PROJET DE LOI SPECIALE DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

Continuation de la discussion et du vote des articles

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN

*Voortzetting van de beraadslaging
en van de stemming over de artikelen*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion des articles du projet de loi spéciale de réformes institutionnelles.

Wij hervatten de beraadslaging over de artikelen van het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Préalablement à l'examen de l'article 5, je donne la parole à M. Serge Moureaux qui l'a demandée, par écrit, en vertu de l'article 25 du règlement.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, chers collègues, en dehors de toute considération de parti,...

M. Wyninckx. — Pauvre solitaire !

M. S. Moureaux. — ... je voudrais dire combien nous sommes étonnés de ce qui s'est passé ce matin et qui se renouvelle cet après-midi quant à la présence ou à l'absence à nos débats du ministre président de l'exécutif de la communauté française.

M. Meunier. — La télévision est là, soyez rassuré, on vous voit ! Vous vous répétez.

M. Lepaffe. — Vous feriez mieux d'écouter jusqu'au bout !

M. S. Moureaux. — Je viens dire ici, en dehors de toute considération d'opposition ou de majorité, que, quelle que soit l'appréciation qu'il porte sur le comportement des uns ou des autres, chacun fait, au sein de ce Parlement, ce qu'il croit devoir faire.

M. Wyninckx. — Il en est qui exagèrent.

M. S. Moureaux. — Il me semble que le Parlement devrait être unanime pour estimer que les problèmes qui lui sont soumis et qui portent à discussion requièrent la primauté des opinions des ministres à leurs propos.

De heer Jorissen. — Natuurlijk !

M. S. Moureaux. — Il n'est pas convenable qu'un ministre ne soit pas présent lors de la discussion des problèmes qui concernent les matières dont il a la gestion, notamment les matières culturelles telles que l'avenir de la RTBF et la publicité à la télévision, alors que ce même ministre estime pouvoir diffuser son opinion *urbi et orbi* à l'intention de l'opinion publique via la RTBF au lieu de nous réserver, comme il se doit, la primauté de ses interventions.

Il y va de l'honneur du Parlement. Je ne comprends pas et je crois que chacun conviendra, en son for intérieur, qu'il ne comprend pas qu'un ministre puisse aller s'expliquer au « Faire le point » à la télévision alors qu'au moment même où nous débattons ici de ces problèmes, il s'abstient d'être présent.

M. Wyninckx. — Cette émission de la télévision passait-elle en direct ?

M. S. Moureaux. — Peu importe. Ce que je mets en cause, c'est son absence de cette assemblée au moment où l'on discute précisément ces problèmes. Il donne la primauté de ses opinions à d'autres qu'aux parlementaires à qui il doit la réserver. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. Wyninckx. — Et cela cadre avec votre philosophie ?

M. S. Moureaux. — Je suis surpris de la réaction de certains collègues car je m'efforce de défendre l'honneur et l'intérêt du Parlement. (*Vives exclamations sur les bancs de la majorité.*)

Je constate que vous perdez de plus en plus le sens du parlementarisme. C'est une règle constitutionnelle fondamentale : les ministres doivent rendre compte au Parlement préalablement à toute autre institution du pays.

M. Delmotte. — C'est vrai.

M. S. Moureaux. — Je vous remercie, Monsieur Delmotte.

Nous souhaitons que cette Chambre, par souci de sa dignité, fasse application du droit qu'elle puise dans l'article 88 de la Constitution et requière les explications et la présence du ministre de la Communauté française. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW et sur certains bancs socialistes et de la VU.*)

M. Delmotte. — Absolument.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jorissen.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, ik weet dat de televisiemensen hier aanwezig zijn, maar ik spreek liever met mijn rug naar de televisie. (*Geroep : De televisie is weg !*)

Ik geef niet graag mijn collega's van het FDF gelijk. Maar ik meen toch, wanneer men ons hier op zaterdag en zondag doet vergaderen, dat de bespreking belangrijk is. Ik stel mij voor dat wij, in het omgekeerde geval, ook zouden protesteren. Ik betreur het overigens dat de Eerste minister, hoe druk hij het ook heeft, niet de tijd heeft gevonden om af en toe deel te nemen aan dit debat.

De Voorzitter. — Mijnheer Jorissen, wat dit laatste betreft, weet u heel goed dat de Eerste minister in de Kamer was opgehouden.

De heer Jorissen. — Dan geeft hij bestendig de voorkeur aan de Kamer boven de Senaat.

De heer Wyninckx. — Het is een schande dit te zeggen.

M. le Président. — Si je vous comprends bien, Monsieur Moureaux, vous invoquez l'article 25, 2^o, du règlement, et vous proposez l'ajournement de la discussion.

M. S. Moureaux. — Je demande la présence du ministre de la Communauté française à ce débat.

M. le Président. — Dans ces conditions, nous allons devoir décider si nous poursuivons le travail.

M. Delmotte. — Non ! Non !

M. le Président. — La parole est à M. André.

M. André. — Monsieur le Président, chers collègues, nous discutons d'un projet de loi qui a été signé par le Premier ministre, M. Martens,...

M. S. Moureaux. — Il n'est pas là !

M. André. — ... par le ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles « N » — selon notre jargon —...

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Il est présent ! (*Sourires et applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. André. — ... et par le ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles « F ». (*Colloques.*)

Laissez-moi poursuivre, je vous prie.

Je rappellerai simplement que les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont été présents parmi nous hier durant toute la soirée. Quant au Premier ministre, il participe aux réunions de la commission des Réformes institutionnelles de la Chambre.

M. Lagasse. — La réunion de la commission de la Chambre est terminée !

M. André. — Je rappelle également que le ministre de la Communauté française a été présent en commission du Sénat tout au long de la discussion des problèmes qui nous occupent, alors que de nombreux membres de l'opposition étaient absents. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.* — *Protestations sur les bancs du FDF-RW.*)

Je crois vraiment que l'appel à l'article 88 de la Constitution ne se justifie pas. Le gouvernement est valablement représenté par plusieurs membres. Ils peuvent répondre à toutes les questions posées.

M. S. Moureaux. — Nous demandons la présence de M. Hansenne.

M. André. — Je propose, Monsieur le Président, de poursuivre l'examen des articles. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Calewaert.

De heer Calewaert, Minister van Nationale Opvoeding. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil duidelijk stellen dat artikel 88 van de Grondwet bepaalt dat de Kamers de aanwezigheid van de ministers kunnen vorderen. Ik zeg wel de Kamers, dus niet de heer Serge Moureaux, niet een lid van de Kamer.

De Senaat kan de aanwezigheid van de ministers eisen. Ook de Kamer van volksvertegenwoordigers kan dat eisen.

M. Lagasse. — C'est ce que nous demandons : que le Sénat requière la présidence d'un ministre.

De heer Calewaert, Minister van Nationale Opvoeding. — Indien ik mij niet vergis, zijn er op dit ogenblik in de Senaat zes ministers aanwezig.

De heer Wyninckx. — De meest bevoegde ministers ! Leden van de oppositie zijn niet aanwezig !

De heer Calewaert, Minister van Nationale Opvoeding. — Bijgevolg is de regering op een behoorlijke wijze vertegenwoordigd in de Hoge Vergadering en kan de bespreking van het ontwerp van bijzondere wet worden voortgezet.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van der Elst.

De heer Van der Elst. — Mijnheer de Voorzitter, ik kan de bewering van de heer André als zou de oppositie in de commissie afwezig zijn gebleven, niet zonder protest laten voorbijgaan. Ik ben bestendig aanwezig geweest tijdens de vergaderingen van de commissie.

De heer Wyninckx. — Zeer juist !

De heer Van der Elst. — Wanneer ik op een bepaald ogenblik de commissie heb verlaten, was het om een zeer gewettigde reden.

M. André. — Monsieur Van der Elst, j'aimerais corriger, pour autant que de besoin, ce qui vient d'être dit. La Volksunie a toujours participé activement aux discussions.

M. le Président. — La parole est à M. Bertrand.

M. Bertrand. — Monsieur le Président, notre groupe demande tout simplement qu'il soit fait application du troisième et dernier alinéa de l'article 83 de la Constitution : «Les Chambres peuvent requérir la présence des ministres.»

Le Sénat va-t-il, oui ou non, requérir la présence du ministre de la Communauté française ? Au nom du groupe FDF-RW, je vous demande, Monsieur le Président, de bien vouloir mettre cette question aux voix. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. Wyninckx. — Ne vous fatiguez pas, car la télévision ne fonctionne plus !

M. le Président. — La parole est à Mme Pétry, rapporteur.

Mme Pétry, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, c'est le rapporteur qui demande la parole, et tous ceux qui sont soucieux du respect des usages savent qu'effectivement le rapporteur a le droit d'intervenir quand il le veut. Peut-être accepterez-vous dès lors d'entendre deux mots de ma part.

Il est clair pour tout le monde je pense, car cela a été souvent dit, qu'une séance plénière n'est pas une séance de commission.

M. Jorissen. — C'est vrai !

Mme Pétry. — J'aimerais rappeler qu'en commission, les ministres ont été à la disposition, comme il convient, des commissaires et que, comme vient de le rappeler mon collègue M. André, effectivement... (*protestations sur divers bancs*) Laissez-moi poursuivre. Soyez au moins polis... les ministres qui ont signé le projet, le Premier ministre compris, furent à notre disposition.

En outre, d'autres ministres ont pu se libérer.

De heer De Rouck. — ... Niet langer dan vijf minuten, Mijnheer André !

De Voorzitter. — Gelieve te zwijgen, Mijnheer De Rouck.

Mme Pétry. — Par ailleurs, je ne puis oublier, tout comme d'autres membres — de la majorité en tout cas, mais il devrait en être de même sur les bancs de l'opposition — l'excellente réponse que nous a faite M. le ministre Vanderpoorten hier. Il a précisé à nouveau tout ce que nous savons et qui est repris d'ailleurs dans un rapport dont, semble-t-il, on a bien voulu reconnaître l'objectivité. Il a très justement rappelé combien ce projet fait partie d'un accord politique auquel tous les ministres du gouvernement sont liés tout autant que les membres de la majorité. Par conséquent, le gouvernement est représenté.

On nous cherche une méchante querelle, une mauvaise querelle... (*exclamations sur les bancs de l'opposition*). Laissez-moi terminer.

N'essayez pas de diviser la majorité sur des choses aussi...

M. Dulac. — ... mesquines.

Mme Pétry. — ... mesquines. Nous ne nous y laisserons pas prendre; nous y sommes opposés. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Nous sommes en présence d'une proposition de M. Bertrand, tendant à obtenir du Sénat qu'il requière la présence du ministre de la Communauté française.

Personnellement, je trouve cette proposition superflue. Mais je veux bien, Monsieur Bertrand, vous donner la possibilité d'obtenir une réponse.

Ceux qui sont en faveur de la proposition formulée par M. Bertrand sont priés de se lever.

M. Bonmariage. — Nous demandons le vote nominatif, Monsieur le Président.

M. le Président. — Monsieur Bonmariage, je m'adresse à votre chef de groupe. C'est lui qui doit prendre ses responsabilités.

M. Dulac. — Très bien !

M. le Président. — Je m'adresse à Monsieur Bertrand. Il a fait une proposition. Je vais la soumettre au Sénat, qui décidera, un point c'est tout.

Ceux qui appuient la proposition de M. Bertrand sont priés de se lever.

M. Bertrand. — Nous demandons le vote nominatif, Monsieur le Président. (*Les membres du FDF-RW et de la Volksunie se lèvent.*)

M. le Président. — Epreuve contraire. (*Les membres de la majorité se lèvent. — Protestations sur les bancs du FDF-RW et de la Volksunie. — Applaudissements sur les bancs du PSC.*)

M. Lagasse. — Ah non ! ah non ! Monsieur le Président.

M. Dulac. — Le vote est acquis.

M. Sweert. — Pourquoi vous êtes-vous levés ?

M. Bertrand. — Monsieur le Président, je demande aux services du Sénat d'acter votre refus de procéder au vote nominatif.

M. le Président. — Je n'ai pas entendu votre demande.

M. Bertrand. — Monsieur le Président, je vous réitère ma demande de vote nominatif qui a été régulièrement appuyée.

M. le Président. — Nous allons y procéder. Mais ce n'est pas M. Bonmariage qui doit faire cette demande, c'est vous.

M. Bertrand. — J'ai demandé le vote nominatif, Monsieur le Président.

M. le Président. — Nous passons au vote nominatif sur la proposition de M. Bertrand.

M. Bertrand. — Merci, Monsieur le Président.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

154 membres sont présents.

154 leden zijn aanwezig.

132 votent non.

132 stemmen neen.

22 votent oui.

22 stemmen ja.

En conséquence, la proposition n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Boey, Bogaerts, Bruart, Bury, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Chabert, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Cuvelier, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleek, Delmotte, Mmes De Looze-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyster, le chevalier de Stexhe, Deworme, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Houben, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lavens, Lecoq, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thuis, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Spitael, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Vernimmen, Wathélet, Windels, Wyninckx, et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Bonmarriage, Cerf, Delpérée, De Rouck, Désir, de Wasseige, Dussart, Gillet (Roland), Humblet, Jorissen, Lagasse, Lepaffe, Maes (R.), Moureaux, Neuray, Payfa, Peeters, Renard, Van der Elst, Vandezande et Van Ooteghem.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, je voudrais faire deux remarques. Peut-être, de temps en temps, le président peut-il aussi émettre son opinion. D'ailleurs, j'ai la responsabilité des travaux de cette assemblée.

Première remarque : je regrette vivement que l'opposition n'ait pas fait preuve de continuité dans ses idées en créant d'abord ce matin un incident sur ce point et en y revenant cet après-midi. (*Protestations de M. Bertrand.*)

M. Bertrand. — Monsieur le Président, ce matin j'ai demandé que M. le ministre Hansenne soit parmi nous cet après-midi. Il ne l'est pas. Nous protestons.

M. le Président. — Deuxième remarque. Je suis tout à fait d'accord sur ce qu'a dit M. le ministre Calewaert.

Paraphrasant un grand général qui a dit un jour : « La récréation est finie ! » (*sourires*), je vous invite à aborder la discussion de l'article 5.

Art. 5. § 1^{er}. Les matières personnalisables visées à l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution, sont :

I. En ce qui concerne la politique de santé :

1° La politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins, à l'exception :

- a) De la législation organique;
- b) Du financement de l'exploitation, lorsqu'il est organisé par la législation organique;
- c) De l'assurance maladie-invalidité;
- d) Des règles de base relatives à la programmation;
- e) Des règles de base relatives au financement de l'infrastructure, en ce compris l'appareillage médical lourd;
- f) Des normes nationales d'agrément uniquement dans la mesure où celles-ci peuvent avoir une répercussion sur les compétences visées aux b), c), d) et e) ci-dessus;
- g) De la détermination des conditions et de la désignation comme hôpital universitaire conformément à la législation sur les hôpitaux.

2° L'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive, à l'exception des mesures prophylactiques nationales.

II. En matière d'aide aux personnes :

1° La politique familiale en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants.

2° La politique d'aide sociale à l'exception :

- a) Des règles organiques des centres publics d'aide sociale;
- b) De la fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti aux personnes en état d'indigence conformément à la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

3° La politique d'accueil et d'intégration des immigrés.

4° La politique des handicapés, en ce compris la formation, la reconversion et le recyclage professionnels des handicapés, à l'exception :

- a) Des règles et du financement des allocations aux handicapés en ce compris les dossiers individuels;
- b) Des règles relatives à l'intervention financière pour la mise au travail de travailleurs handicapés, octroyée aux employeurs occupant des handicapés.

5° La politique du troisième âge à l'exception de la fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti aux personnes âgées.

6° La protection de la jeunesse à l'exception des matières relevant du droit civil, du droit pénal ou du droit judiciaire.

7° L'aide sociale pénitentiaire et postpénitentiaire à l'exception de l'exécution des décisions pénales.

III. En ce qui concerne la recherche scientifique appliquée :

La recherche scientifique appliquée, pour les matières relevant de leur compétence exclusive.

§ 2. Les exécutifs de communauté informent l'autorité nationale compétente de leurs décisions en matière d'agrément, de fermeture et d'investissements concernant les matières visées au § 1^{er}, I, 1^o.

§ 3. Il est institué un organe de concertation de la politique de santé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Cet organe de concertation regroupe les représentants des exécutifs de communauté et de l'autorité nationale compétente.

Sa composition et ses missions sont fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Cet arrêté royal veillera à la présence de représentants de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. § 1. De persoonsgebonden aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet, zijn :

I. Wat het gezondheidsbeleid betreft :

1° Het beleid betreffende de zorgenverstrekking in en buiten de verplegingsinrichtingen, met uitzondering van :

- a) De organieke wetgeving;
- b) De financiering van de exploitatie, wanneer deze geregeld is door de organieke wetgeving;
- c) De ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- d) De basisregelen betreffende de programmatie;
- e) De basisregelen betreffende de financiering van de infrastructuur, met inbegrip van de zware medische apparatuur;
- f) De nationale erkenningsnormen uitsluitend voor zover deze een weerslag kunnen hebben op de bevoegdheden bedoeld in b), c), d) en e) hiervoren;
- g) De bepaling van de voorwaarden voor en de aanwijzing tot universitair ziekenhuis overeenkomstig de wetgeving op de ziekenhuizen.

2° De gezondheidsopvoeding alsook de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg, met uitzondering van de nationale maatregelen inzake profylaxis.

II. Wat de bijstand aan personen betreft :

1° Het gezinsbeleid met inbegrip van alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen.

2° Het beleid inzake maatschappelijk welzijn met uitzondering van :

- a) De regelen tot inrichting van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- b) De vaststelling van het minimumbedrag, de toekenningsvoorwaarden en de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen aan de personen die zich in een behoeftige toestand bevinden overeenkomstig de wetgeving tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

3° Het beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen.

4° Het beleid inzake minder-validen, met inbegrip van de beroepsopleiding, de omscholing en de herscholing van minder-validen, met uitzondering van :

a) De regelen betreffende en de financiering van de toelagen aan de minder-validen, met inbegrip van de individuele dossiers;

b) De regelen betreffende de financiële tegemoetkoming voor de tewerkstelling van minder-valide werknemers, die toegekend wordt aan de werkgevers die minder-validen tewerkstellen.

5° Het bejaardenbeleid met uitzondering van de vaststelling van het minimumbedrag, van de toekenningsvoorwaarden en van de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

6° De jeugdbescherming met uitzondering van de aangelegenheden ressorterende onder het burgerlijk recht, het strafrecht of het gerechtelijk recht.

7° De penitentiaire en de postpenitentiaire sociale hulpverlening met uitzondering van de uitvoering van strafrechtelijke beslissingen.

III. Wat het toegepast wetenschappelijk onderzoek betreft :

Het toegepast wetenschappelijk onderzoek voor de aangelegenheden waarvoor zij uitsluitend bevoegd zijn.

§ 2. De gemeenschapsexecutieven brengen de bevoegde nationale overheid op de hoogte van hun beslissingen inzake erkenning, sluiting en investeringen betreffende de aangelegenheden bedoeld in § 1, I, 1°.

§ 3. Er wordt een overlegorgaan voor het gezondheidsbeleid opgericht in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Dit overlegorgaan groepeert de vertegenwoordigers van de gemeenschapsexecutieven en van de bevoegde nationale overheid.

Zijn samenstelling en opdrachten worden bepaald bij een in Minister-raad overlegd koninklijk besluit. Dit koninklijk besluit zal toezien op de aanwezigheid van vertegenwoordigers van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

M. le Président. — La parole est à M. Payfa.

M. Payfa. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le paragraphe 4bis, récemment inséré dans l'article 159bis de la Constitution, prévoit que les décrets pris en application du paragraphe 2bis ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise ainsi qu'à l'égard, j'y insiste — sauf si une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa, en dispose autrement — des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté.

Le projet de loi spéciale, document 434 du Sénat, qui nous est soumis, constitue exécution de cet article 59bis de la Constitution et a notamment pour but d'étendre la compétence des communautés aux matières personnalisables.

Personnellement, j'ai été et je suis toujours partisan d'attribuer ces compétences à la région.

Je regrette de voir progresser la thèse flamande qui, en retardant ou en refusant une réelle régionalisation à trois, augmente régulièrement les compétences des communautés, réalisant en fait une régionalisation à deux.

Il faudra pourtant, dans des délais raisonnables, pour reprendre l'expression du Conseil d'Etat, institutionnaliser la région bruxelloise et lui donner des compétences ou, du moins, ce qui restera à attribuer.

Cette orientation vers la communautarisation des matières personnalisables et malgré les restrictions formulées dans le paragraphe 4bis du nouvel article 59bis, limitant la portée des décrets aux institutions d'abord et ensuite seulement aux institutions qui, par leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou l'autre communauté, loin de diminuer les tensions existant, dans la région bruxelloise, entre les deux communautés, les attise. On assiste actuellement à une véritable opposition entre deux clans dont les appétits et les revendications grandissent et se multiplient.

On ne s'engage certainement pas vers une solution du problème car on aggrave volontairement une situation qui ne justifiait pas toutes ces complications. La situation est telle que les mesures, que le gouvernement propose dans son projet de loi spéciale, ne satisfont entièrement aucun habitant de la région de Bruxelles. Je n'évoquerai ici, Monsieur le Ministre, que les passages de l'article 5 qui ont trait à la politique de santé et particulièrement ceux qui visent les institutions de soins.

La communauté est ainsi compétente pour déterminer les priorités en matière d'investissements, c'est-à-dire de construction ou d'acquisition d'appareillage médical lourd, pour octroyer autorisations et subsides à la

construction, la transformation et l'équipement, pour octroyer des autorisations et subsides en vue d'installer et d'utiliser l'appareillage médical lourd.

Il est bien entendu que les commissions régionales de programmation des institutions hospitalières et médico-sociales étudieront préalablement les besoins en lits et en matériel par spécialité et émettront toujours des avis. Ceux-ci seront, je le suppose, adressés pour la Wallonie à l'exécutif et au Conseil de la communauté française et pour la Flandre à l'exécutif et au Conseil de la communauté flamande. Il faudra d'ailleurs, dans ce but, modifier les textes réglementant les rapports de ces commissions avec les nouveaux pouvoirs responsables.

Mais comment envisage-t-on les relations des commissions et des pouvoirs à Bruxelles ? Tout le monde le sait, la commission régionale de programmation, qui existe toujours, ne s'est plus réunie depuis plus d'un an. Il n'y a donc pas de vide juridique, mais un vide de fait, qui permet au ministre de la Santé publique de dire : « A Bruxelles, on fait tout ce qu'on veut. »

Cette situation est ambiguë et très dangereuse, Monsieur le Ministre, parce qu'elle autorise non seulement tous les abus mais tous les blocages.

Lorsque la loi spéciale sera votée — et elle le sera, sauf revirement du gouvernement et de la majorité puisqu'elle répond, par son paragraphe 3 de l'article 5, à la réserve formulée au paragraphe 4bis du nouvel article 59bis, où il est dit : « Sauf si une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa, en dispose autrement » — il existera à Bruxelles un organe de concertation. Il sera composé d'un représentant de chaque exécutif communautaire et du ministre de la Santé publique, représentant le gouvernement central. Le gouvernement veillera, de plus — c'est très gentil de sa part — à ce que soient présents des représentants bruxellois des exécutifs communautaires.

Si je comprends bien, ce comité serait composé par priorité de membres étrangers à Bruxelles : un francophone, un néerlandophone et le ministre, qui a peu de chance d'être bruxellois. Tout au plus admettrait-on, dans cet organe, la présence des représentants de la région bruxelloise.

Il s'agit donc bien du règlement de la problématique bruxelloise, du moins en ces matières, selon le thème défendu par les Flamands : pas de région réelle de Bruxelles, pas de gestion des affaires bruxelloises par les habitants de cette région, mais bien une régionalisation à deux avec extension des pouvoirs des Flamands et des Wallons sur la région de Bruxelles. Tout semble donc s'arranger pour l'avenir; du moins est-ce là le raisonnement du gouvernement et de la majorité. La commission régionale de programmation — si elle refonctionne — aura donc une autorité à qui s'adresser et à qui transmettre ses avis quant à la planification hospitalière de la région bruxelloise.

Tout le monde, pourtant, ne semble pas comprendre aussi simplement le libellé et la portée du paragraphe 3 de l'article 5. M. le ministre de l'Intérieur nous l'a d'ailleurs exposé hier. Est-ce réel ou feint ? Je n'ose m'aventurer.

On pouvait, en effet, s'imaginer, à la lecture du paragraphe 4bis de l'article 59bis de la Constitution, que les institutions appartenant à l'une ou l'autre communauté dépendraient de l'exécutif communautaire correspondant. Dans ce cas, par le vote du présent projet de loi, il y aurait, à Bruxelles, trois instances responsables en matière de politique de santé. Ce point de vue est d'ailleurs défendu par M. Poulet qui a avancé certaines thèses et proposé des amendements tenant compte des trois instances. C'est pour obtenir des précisions à ce sujet que j'ai posé, en commission, la question suivante au ministre de la Santé publique : A qui les avis de la commission régionale de programmation allaient-ils être transmis ?

Le ministre m'a répondu mercredi, en commission, qu'il n'en savait rien et que des décisions devaient encore être prises. Le ministre de l'Intérieur nous a donné, hier, d'autres explications qui ne m'ont, certes, pas convaincu. Pour moi, le problème bruxellois est réglé par cette loi votée à majorité spéciale parce qu'elle supprime les effets du paragraphe 4bis de l'article 59bis de la Constitution qui donnait certaines possibilités aux institutions unicommunautaires de la région bruxelloise. Même les hôpitaux, ayant choisi d'appartenir, en raison de leur organisation, à une communauté, dépendraient d'un organe réel, un comité ministériel, nécessairement bilingue avec, comme facteur aggravant, que les représentants des exécutifs communautaires et le ministre n'appartiendraient ni de cœur, ni de fait, à la région bruxelloise.

Je serais curieux de savoir si, sur cet amendement déposé en commission et en dernière minute par le gouvernement, le Conseil d'Etat a rendu un avis, et de connaître éventuellement son avis au sujet de l'interprétation donnée par le gouvernement sur l'application de cet article.

Aussi, avons-nous déposé un amendement ayant pour but de rétablir l'égalité de tous les Belges devant la loi. En effet, et j'en appelle tant aux mandataires wallons qu'aux mandataires flamands, mais surtout à ces derniers qui sont demandeurs —, à quoi bon personnaliser certaines matières si l'on n'en retire aucun avantage dans la région de Bruxelles ? (Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.)

M. le Président. — La parole est à M. Pouillet.

M. Pouillet. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, je reviens sur la réponse qui m'a été donnée par le ministre Moureaux à l'issue de la discussion générale. Je précise que je le fais en mon nom et en celui d'un collègue bruxellois. Le ministre a eu l'air de dire que la seule alternative à la solution hybride proposée par le gouvernement en ce qui concerne l'application des matières personnalisables à Bruxelles, c'était la solution du territoire d'Etat.

Là, je crois qu'il faut être clair : c'est le gouvernement qui nous met devant le choix de la logique communautaire poussée éventuellement jusqu'à la sous-nationalité ou du territoire d'Etat. En fait, la solution que le gouvernement nous propose, c'est un mélange des deux. Pour tout ce qu'il ne veut pas communautariser jusqu'au bout — car il ne veut pas à juste titre, me semble-t-il, introduire la sous-nationalité — il choisit la formule du territoire d'Etat.

Pour éviter toute confusion, rappelons que nous sommes contre la communautarisation; c'est le gouvernement qui nous la propose. J'ai toujours dit que ces matières personnalisables ne pouvaient être valablement traitées qu'au niveau de la région. D'ailleurs, de 1974 à 1979, cela n'a suscité aucun problème. Si ce n'était pas possible politiquement, il fallait en rester au statu quo prévu au projet 261 dont nos amis socialistes n'ont pas voulu. Ils en porteront la responsabilité quant aux conséquences à Bruxelles. Il convient que les responsabilités soient clairement attribuées.

M. Delmotte. — Je suppose que vous prenez cette position en songeant à votre électorat ?

M. Pouillet. — Pour l'électeur, il faut que les responsabilités soient clairement attribuées.

M. Delmotte. — Nous y reviendrons, Monsieur Pouillet.

M. Pouillet. — Revenons-en au projet lui-même; dans un premier temps, pour vous faire part de mes préoccupations en ce qui concerne ses implications du point de vue de la politique de santé et, dans un deuxième temps, pour vous entretenir de l'application concrète à Bruxelles. Ce qui m'inquiète, en ce qui concerne la politique de santé, c'est le fait qu'aucune sanction n'est prévue pour le non-respect, par les communautés, des normes nationales tant en matière de programmation qu'en matière d'agrégation.

On me répondra qu'en application du paragraphe 2, le gouvernement est en droit d'obtenir l'information des communautés sur les décisions qu'elles prennent, à juste titre d'ailleurs car comment, au niveau national, pourrait-on établir des normes et des critères de programmation en l'absence d'une information sur les décisions d'application ?

M. Delmotte. — Je suis curieux de lire *La Libre Belgique*, demain.

M. Pouillet. — Mais je prétends que cette information ne suffit, en aucune façon, pour contraindre les communautés à respecter les normes d'agrégation et les critères de programmation. Par conséquent, on en est réduit, dans un domaine de gestion courante, à recourir à la procédure des règlements de conflits. A la limite, je voudrais qu'on m'explique, d'ailleurs, comment cette procédure peut aboutir effectivement à imposer le respect des normes. Si vous voulez examiner le texte relatif à la procédure des règlements de conflits tel qu'il figure au projet 435 — bien qu'il puisse être remanié — vous constaterez qu'il n'aboutit pas, me semble-t-il, à assurer le respect des normes de programmation et d'agrégation.

Ma deuxième préoccupation concerne le problème de l'éducation sanitaire, de la prévention et de la détection précoce.

Tout le monde sait que notre pays consacre un budget peu important à ce secteur, et chacun le regrette d'ailleurs. Le Premier ministre nous a dit — et je pense qu'il est sincère — qu'il espérait, en transférant ces compétences, que les communautés feraient preuve de plus de dynamisme à l'avenir. Malheureusement, on leur transfère les compétences sans leur donner d'autres moyens que ceux actuellement consacrés à ces matières, c'est-à-dire très peu.

Or, il est évident que, dans tout système d'assurances, les économies pouvant résulter de la prévention doivent être utilisées à financer celles-ci.

J'avais souhaité trouver, dans la loi, un système par lequel les communautés, dans l'exercice de cette responsabilité, puissent amener le pouvoir central à négocier, dans une concertation obligatoire, le coût et les avantages résultant d'une politique d'éducation sanitaire, de prévention et de détection précoce et à prendre les dispositions relatives aux normes et aux critères, qui sont quelquefois liés à cette politique.

En certaines circonstances, pour ce qui concerne la mortalité périnatale, par exemple, les normes valables en matière de maternités ou les

liaisons entre maternités et services néo-nataux font partie de la politique de prévention. Je souhaitais donc trouver une concertation obligatoire qui permette aux communautés d'obtenir une contrepartie financière pour les politiques qu'elles proposent et d'amener éventuellement le pouvoir central à prendre des dispositions de type normatif favorables à ces politiques.

Ce sont là deux préoccupations très concrètes. Dans le cadre de votre projet, je m'inquiète de l'absence de dispositions qui permettent une meilleure collaboration entre le pouvoir central et le pouvoir communautaire. Pour la réalisation de la politique de santé, on court le risque de la voir considérablement affaiblie du fait de ce cloisonnement trop marqué entre les compétences des uns et des autres.

J'en arrive maintenant à l'application de cette loi à Bruxelles. L'essentiel de la réponse du gouvernement, en ce qui concerne l'absence de cohérence dans les textes relatifs à Bruxelles, consiste à dire qu'il a prévu le paragraphe 3 de l'article 5. Il serait important que le gouvernement nous éclairât sur la portée de ce paragraphe. Contrairement à M. Payfa, je crois, en effet, que ce texte n'apporte rien de concret. Pourquoi ? Parce qu'il crée un organe de concertation au niveau des communautés et de l'autorité nationale compétente quand il s'agit de traiter les matières de santé à Bruxelles. A propos de cet organe de concertation, il est dit qu'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres indiquera quelles sont ses missions. Un tel arrêté royal ne peut pas attribuer, à cet organe de concertation, des compétences que la loi n'aurait pas attribuées.

On reste donc à un niveau de concertation totalement bénévole; on peut aboutir ou non, mais ni l'Etat, ni les communautés n'ont d'obligation en l'occurrence.

Personnellement, il me semblait que, dans quatre domaines prioritaires, une concertation était impérative. En matière de programmation, où les conflits d'intérêts entre les communautés et l'Etat, à Bruxelles, sont probables, une procédure devrait préciser *in fine* qui a droit de faire quoi à Bruxelles. Cela ne peut pas résulter simplement de la concertation bénévole, surtout quand les intérêts sont opposés et de tels cas se présenteront, il ne faut pas se le cacher. Nous devons donc disposer d'une telle procédure, mais ce n'est pas la concertation de bonne volonté qui permettra d'aboutir.

J'ai exposé, il y a deux jours déjà, les raisons pour lesquelles il aurait été opportun de procéder de la même façon en ce qui concerne la législation sur la protection de la jeunesse, ainsi que la politique à mener pour les immigrés. En effet, il s'agit d'un problème tellement grave qu'il serait important d'avoir, à Bruxelles, une politique d'accueil des immigrés et un organe qui en assume la responsabilité au lieu de l'éparpillement des compétences vers lequel nous allons.

Enfin, j'avais espéré que, dans l'hypothèse où l'on se serait mis d'accord sur l'harmonisation des mesures prises par l'Etat et par les communautés dans les secteurs de leurs compétences respectives, l'application de telles mesures pourrait être rendue obligatoire par des dispositions impératives. De cette manière, la pérennité et l'harmonisation de ces accords pourraient être assurées.

Je m'étais donc inscrit ici tout à fait dans la logique de la loi, en espérant simplement réduire dans une large mesure la situation d'incohérence dans laquelle nous allions nous trouver à Bruxelles. Or le gouvernement répond que le paragraphe 3 doit permettre cette réalisation. Je puis marquer mon accord à un niveau exclusivement de concertation bénévole entre les communautés et l'Etat, mais pas au point d'imposer, à un moment donné, le respect d'une certaine discipline commune à Bruxelles.

M. le Président. — La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il s'agit bien entendu ici d'un problème extrêmement vaste, qu'il est très difficile de traiter en quelques instants.

Nous devons donc cerner progressivement les aspects du problème de l'article 5 à travers l'examen des paragraphes, des alinéas et des amendements.

Je voudrais me limiter ici à ce que l'on pourrait appeler les remarques fondamentales que soulève le problème des matières personnalisables, par rapport notamment aux matières que nous avons examinées ce matin, en essayant de voir comment le gouvernement s'y est pris dans la formule définitive qu'il a adoptée et qui, comme le savent certainement ceux qui ont lu le rapport, est nouvelle par rapport au projet initial.

Le gouvernement a été amené en toute dernière minute, et après bien des tergiversations, à déposer devant la commission une nouvelle mouture de l'article 5, qui comportait l'omission d'un certain nombre de matières transférées à l'article 4 examiné ce matin et réorganisant la présentation de cet article.

La manière dont tout cela s'est opéré semble avoir fait perdre de vue au gouvernement un certain nombre de problèmes fondamentaux qui risquent d'avoir, dans l'avenir, des conséquences très défavorables pour l'interprétation de cette législation.

Dans la structure adoptée par le gouvernement pour l'article 5 du projet, il a, en effet, perdu de vue que les compétences résiduelles étaient attribuées à l'Etat central.

Dès lors, sans s'en rendre compte, il a enlevé aux communautés nombre de compétences qu'il croit lui avoir attribuées par le libellé qu'il a fait voter en commission.

Au départ, le texte était, dans sa première mouture, très général. Il attribuait, par exemple, aux communautés les soins de santé à l'intérieur et à l'extérieur des institutions hospitalières, ainsi que l'aide aux personnes, qui constituent la seconde grande partie de l'article.

L'exposé des motifs expliquait et amplifiait ce qu'il fallait comprendre comme étant contenu dans cette compétence, par exemple, les soins de santé dans les hôpitaux et en dehors de ceux-ci.

Et alors, très brièvement, dans un paragraphe ultérieur, étaient renseignées les matières soustraites aux compétences de ces communautés pour être maintenues au niveau national.

Si l'on reprend le projet initial, on verra, par exemple, que la formulation pour les soins de santé était extrêmement générale, cinq lignes à peine, et que l'on excluait, sous forme d'un paragraphe 2, le prix de la journée d'entretien, l'assurance maladie-invalidité et les règles de base en matière de planification ou de financement de l'infrastructure. Ceci, concerne les soins de santé, le § 1^{er}, 1^o.

Dans la nouvelle présentation, on a procédé tout autrement.

L'octroi de la compétence ne prend plus que deux lignes : « La politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins », ensuite est énoncé un nombre important d'exceptions. Ces exceptions sont donc ce qui est extrait de la compétence principale.

Or, lorsqu'on essaie de voir dans l'exposé des motifs les justifications du projet d'amendement du gouvernement, on retrouve, c'est assez curieux d'ailleurs, une partie de ce qui était censé être contenu dans la notion de soins de santé dans le projet initial. C'est très grave.

Je crois que vous n'avez pas perçu du tout l'importance de ce changement. Dans votre exposé des motifs du projet initial, vous disiez que la notion des soins de santé comprenait différentes matières. Elles s'y trouvaient donc énoncées clairement et ne devaient donc pas être reprises dans le texte. Subitement, vous présentez un autre texte avec des exceptions amplifiées. De plus, vous modifiez le sens qu'il faut donner à la notion de soins de santé dans l'attribution principale des compétences accordées aux communautés, il suffit de faire la juxtaposition des deux textes pour s'en rendre compte. Certains points ont disparu.

Que va-t-il dès lors se passer lors de l'interprétation des textes. Il est évident que le texte primera sur l'interprétation. L'exposé des motifs les justifications d'amendements ne viennent en ligne de compte qu'en dehors d'un texte clair.

Je voudrais vous montrer par un seul exemple, puisque le temps qui m'est imparti ne me permet pas de faire davantage, la difficulté devant laquelle nous nous trouverons. Si ce texte est voté, il apparaîtra dans les codes qu'est accordée à la communauté la politique de dispensation des soins à l'exception « des règles de base relatives à la programmation et au financement de l'infrastructure, en ce compris l'appareillage médical lourd ». Ce texte signifie que tout ce qui est soins de santé est communautaire, mais que l'exception citée reste de la compétence nationale. Donc, la programmation, le financement de l'infrastructure et de l'appareillage médical lourd sont maintenus dans les matières nationales.

Pendant, lorsqu'on lit votre justification d'amendement, on remarque que la notion de dispensation des soins comprend « la détermination des priorités en matière d'investissements, c'est-à-dire de construction et d'appareillage médical lourd ».

Vous voyez le dramatique problème que vous allez poser aux interprètes de ce texte. Vous dites d'abord dans l'exposé des motifs que la compétence comprend la détermination des priorités en matière d'investissements, notamment de construction. Or, déterminer des priorités équivaut à établir un programme. C'est « chou vert et vert chou ». D'autre part, vous dites dans le texte même que sont exceptées les règles relatives à la programmation, au financement, en ce compris l'appareillage médical lourd.

Autrement dit, votre texte dément expressément votre exposé des motifs. Voilà une des graves difficultés que suscitera ce texte sur le plan juridique. Je m'en tiendrai uniquement à ce plan, Monsieur Pouillet, et cela n'a rien à voir avec votre intervention qui portait sur le fond. Je veux montrer que la méthodologie suivie sur le plan légistique est défectueuse. Nous aurons l'occasion d'y revenir puisque nous avons déposé une série d'amendements qui seront, je l'espère, appuyés par le gouvernement. Ceux-ci visent à clarifier la situation en disant d'abord ce qui est contenu dans la compétence, pour préciser par après ce qui en est exclu.

A ce moment-là, vous mettez le contenu de la compétence et des exceptions à celle-ci sur le même pied du point de vue légistique puisqu'ils se trouveront tous dans le texte.

Si au contraire, vous ne voulez pas trop mettre dans le texte, alors il faudrait inscrire hors du texte, à la fois le principal et l'accessoire. C'est-à-dire, les compétences accordées et les exceptions et formuler autrement vos propositions.

C'est une première remarque tout à fait fondamentale sur laquelle je voudrais bien, dans la discussion générale, obtenir des éclaircissements de la part du gouvernement. Nous pourrions alors seulement débattre correctement de cet article cinq, si le gouvernement nous apporte des éclaircissements sur une série de notes déposées en commission et qui posent des questions importantes. Certaines d'entre elles sont contestables, d'autres incompréhensibles.

Je voudrais que vous vous expliquiez à ce sujet.

M. De Bondt. — De quelle note s'agit-il ?

M. S. Moureaux. — Il s'agit de la note gouvernementale du 11 juin 1980, la première de votre dossier gris. Au bas de la page je lis : « Le décret ne pouvant jamais, sur le territoire de Bruxelles s'appliquer directement aux personnes, celles-ci ne peuvent en aucun cas être les victimes d'une discrimination dont la cause directe serait la norme communautaire. »

Je prétends que cela est inexact et que de nombreux exemples, dans le champ d'application des matières culturelles, montrent qu'il n'en est pas ainsi.

Pour bien me faire comprendre, je vais prendre un exemple concret, celui des bourses.

M. De Bondt. — Quelles bourses ?

M. S. Moureaux. — Des bourses octroyées aux étudiants de l'enseignement moyen et universitaire où désormais les règles d'octroi ne sont plus les mêmes pour les étudiants du rôle flamand et pour les étudiants relevant de la communauté française. En effet, elles sont différentes quant aux conditions d'octroi et quant aux montants alloués. Un décret du Conseil de la communauté française a modifié la situation antérieure, je suppose que Mme le ministre le sait.

De heer De Bondt. — Het is de instelling die men bezoekt die bepalend is voor de beurs en niet de persoon.

M. S. Moureaux. — Je suis très heureux de votre intervention, Monsieur De Bondt. C'est exactement ce que je voulais démontrer.

M. De Bondt. — Vous vous êtes mal exprimé.

M. S. Moureaux. — Vous ne me laissez pas le temps d'aller jusqu'au bout. Alors que ces bourses sont des avantages personnels octroyés à des personnes, je voulais expliquer que ces bourses sont de nature différente à Bruxelles entre les étudiants néerlandophones et francophones parce qu'on a rattaché la législation aux institutions fréquentées par les étudiants qui les obtiennent, comme vous venez de le dire, Monsieur De Bondt.

Autrement dit, l'avantage social est différent même à Bruxelles pour les francophones et les Flamands en fonction de la nature de l'institution où les cours sont suivis par ledit étudiant.

S'il suit les cours d'une université néerlandaise à Bruxelles, il va bénéficier des bourses de normes flamandes alors que, s'il suit l'enseignement d'une université francophone, il bénéficiera des bourses du décret français.

Je dis donc que ce qui est vrai pour les problèmes culturels l'est aussi ou le sera aussi pour les matières personnalisables. Dès lors, on peut très bien imaginer qu'un avantage accordé aux personnes soit lié à l'établissement fréquenté par la personne assistée ou aidée. Autrement dit, on va fixer les normes, non pas en fonction d'une personne au sens strict, mais dans la mesure où elle fréquente tel établissement plutôt qu'un autre.

M. le Président. — Monsieur Serge Moureaux, vous dépassez votre temps de parole.

M. S. Moureaux. — Je vous ai prévenu, Monsieur le Président, que je ne pouvais décemment pas traiter ce sujet en cinq minutes. C'est totalement impossible, il me faudra intervenir aussi souvent que nécessaire sur les articles, les alinéas et les modalités pour pouvoir expliquer complètement le fond du problème. Vous savez qu'il n'a pas été convenablement tranché en commission.

M. De Bondt. — Je suis dans le même cas.

M. S. Moureaux. — J'ai encore toute une série de questions très importantes à poser au gouvernement précisément sur ces notes car il me semble que des erreurs ont été commises. Je devrai réintervenir tout à l'heure après avoir obtenu des éclaircissements sur ces premiers points. J'affirme qu'il est très possible d'établir des discriminations pour les personnes à Bruxelles en raison des avantages différents conférés aux personnes, en fonction des institutions fréquentées.

La note du gouvernement fait donc erreur sur ce point. Il faudrait la rectifier ou, en tout cas, nous fournir des explications de nature à nous donner les éclaircissements et les assurances nécessaires. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Peeters.

De heer Peeters. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, Heren Ministers, geachte collega's, in artikel 5 van het ter bespreking voorliggende wetsontwerp tot de staatsvorming, worden het welzijnsbeleid in het algemeen en het gezondheidsbeleid meer in het bijzonder als persoonsgebonden aangelegenheden erkend, en als dusdanig ook gevaloriseerd als materie waar respectievelijk de Vlaamse Raad en de Franse Gemeenschapsraad bevoegdheid over krijgen. Echter met dergelijke restrictieve uitzonderingsbepalingen, dat er van een echt gefederaliseerd beleid nog nauwelijks sprake kan zijn.

Een beschrijving van een nationaal welzijnszorgsysteem kan moeilijk aan een aantal sociologische karakteristieken van de samenleving als geheel voorbijgaan. Deze laatste bepaalt inderdaad in grote lijnen zowel context als dynamiek van de welzijnszorg als maatschappelijk systeem, of, anders geformuleerd, de welzijnszorg weerspiegelt én concreetiseert bredere socio-politieke structuren, ideologische patronen, historische ontwikkelingen en maatschappelijke tegenstellingen.

Eén originele en boeiende manier om dergelijke systeemkenmerken samen te lezen, bestaat erin na te gaan wat buitenlandse waarnemers vooral opvalt bij het overschouwen van het Belgisch maatschappelijk landschap. Op deze manier kunnen klassieke vertekeningen worden ontweken. In die zin dienen dergelijke buitenlandse waarnemingen niet alleen als aanvullingen, maar vooral ook als correcties op het specifieke eigenbeeld dat men zelf naar voor zou willen schuiven. Toevallig of niet blijkt de Belgische maatschappelijke fauna en flora de jongste jaren erg in trek op de internationale waarnemersmarkt en zijn derhalve de noodzakelijke documenten beschikbaar voor een dergelijke beschrijving van de Belgische samenleving.

In zijn maart-aflevering introduceert *The National Geographic Magazine* België op volgende wijze; ik vertaal en citeer: «In het verleden, al sinds Caesar in 57 vóór Christus hier binnendrong, heeft België — met zijn kwetsbare geografische ligging — herhaalde malen te doen gehad met vreemde overheersers. Na eeuwen van Franse, Spaanse en Oostenrijkse overheersing en na 15 jaar Hollands bewind werd België onafhankelijk in 1830. Nu ziet het ernaar uit dat dit land gesplitst gaat worden, als het Parlement een plan uitvoert om Vlaanderen en Wallonië autonomie te geven, met Brussel als een half autonoom derde gewest. België is zeker niet bewoond door Belgen, maar door Vlamingen en Walen. Het lijkt meer op een kapot huwelijk dan op een natie.»

De communautaire tegenstellingen, met een sterk sociaal-economische achtergrond, vormen de wellicht meest bekende Belgische eigenaardigheid op het internationale vlak. Niet alleen belangrijk op het politieke vlak, *sensu strictu* spelen deze tegenstellingen door in praktisch alle sectoren van het maatschappelijk verkeer, vormen zij één van de verklarende factoren voor de maatschappelijke dynamiek of het ontbreken hiervan. Eén en ander heeft tot gevolg dat binnen een echte gefederaliseerde staatsstructuur, bijvoorbeeld het nationaal welzijnszorgsysteem zal moeten terugplooiën voor afzonderlijke en mogelijk, of zelfs zeker, uiteenlopende beleidsnormen voor de twee regio's. Niet alleen theoretisch, maar ook feitelijk wordt het dus mogelijk dat bijvoorbeeld de ene regio absolute prioriteit geeft aan de uitbouw van een eerstelijnszorg, met thuis gezondheidszorg, preventie, sociale dienstverlening, geïntegreerde zorg enzovoort, terwijl de andere regio dit bewust of onbewust niet doet.

Een goede voorafspiegeling en tevens illustratie van een dergelijke verdeelde samenleving kan men vinden op het vrij neutrale terrein van het wetenschappelijk onderzoek. Wanneer in 1975 de Belgische regering via een nationaal onderzoeksprogramma in de sociale wetenschappen vrije baan gaf aan een grootscheeps beleidsvoorbereidend onderzoek in vier vitale sectoren van de sociale politiek, namelijk de gezondheidszorg, de sociale zekerheid, de vorming en de welzijnszorg, werden uiteraard zowel Nederlandstalige als Franstalige equipes van opdrachten voorzien.

Naast de verdeelsleutel van de kredieten, zowat de grootste gemene deler van alle mogelijke nationale evenwichten, kan op het merkwaardige fenomeen worden gewezen dat, bijvoorbeeld, inzake gezondheidszorg Franstalige en Nederlandstalige onderzoeksteams totaal uiteenlopende opdrachten uitvoerden, niet alleen inhoudelijk verschillend, maar bovendien inzake reikwijdte beperkt tot de eigen regio waartoe de onderzoeks-

equipe behoorde. Concreet betekende dit dat een Nederlandstalige equipe de eerstelijnszorg bestudeerde in het noorden van het land, terwijl Franstalige onderzoekers hun aandacht verdeelden over bejaardenproblematiek, medische consumptie en aanbod van gezondheidszorgen in het andere landsgedeelte. Uiteraard heeft een dergelijke inhoudelijke en ruimtelijke opsplitsing van het onderzoek verstrekkende consequenties voor het beleid dat het poogt voor te bereiden en te oriënteren. Het nationaal niveau is binnen deze context moeilijk haalbaar, zodat het onderzoek zijn beleidsvoorbereidende opdracht binnen het kader van de twee regio's afgezonderd weet.

In een verdeelde en zich steeds verder verdelende samenleving hebben aantekeningen over het nationaal welzijnszorgsysteem derhalve een uitermate voorlopig en relatief karakter. De uitzonderingsbepalingen van artikel 5 van het voorliggende wetsontwerp tot hervorming van onze instellingen betreffende het naar de twee gemeenschappen toebedeelde welzijns- en gezondheidsbeleid dienen daarom, in de optiek van een echt en waarachtig integraal federaliseringsproces, als niet op de maat van reële federalistische criteria te worden verworpen.

Tenslotte heb ik bij artikel 5 nog een specifieke, maar principiële vraag over de toepassing van de decreten die zullen worden uitgevaardigd in verband met bepaalde culturele materies, en inzonderheid wat betreft de toepasselijkheid ervan op individuen behorend tot de ene of de andere gemeenschap.

Wij zouden hier zeer concrete gevallen kunnen aanhalen die zich reeds hebben voorgedaan in het kader van de sport, maar die zich ook op andere domeinen zouden kunnen manifesteren. In Brussel kunnen de verschillende sportverenigingen kiezen tussen de Franstalige of de Nederlandstalige gemeenschap. De individuele leden, aangesloten bij deze verenigingen, is het echter in bepaald, en in de sport zelfs in de meeste gevallen niet toegelaten te kiezen.

De heer Seeuws. — Dit behoort al tien jaar tot de culturele materies.

De heer Peeters. — Zij blijven aangesloten bij de vereniging waarvan zij lid waren, en de vereniging kan op basis van haar reglementen categoriek de overgang naar een gelijkaardige vereniging van de andere gemeenschap weigeren. Op het ogenblik kan echter één gemeenschap bij decreet de vrije keuze van overgang van het individu uitvaardigen, terwijl de andere gemeenschap dit niet doet. Dergelijke gevallen doen zich in de sport frequent voor. Ook in andere culturele aangelegenheden, zoals in het jeugdbeleid onder andere, zullen deze problemen niet op zich laten wachten. Hoe zal in deze gevallen de persoonsgebonden toepassing van decreten op culturele materies worden gewaarborgd?

M. le Président. — La parole est à M. Lagasse.

M. Lagasse. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, les quatre interventions que nous venons d'entendre démontrent clairement l'importance de la matière, ainsi que le caractère particulièrement délicat du sujet que nous abordons avec l'article 5.

Je suppose, j'ose espérer, que ce débat se déroulera dans des conditions différentes de celles que nous avons connues jusqu'à présent. Jusqu'ici, en effet, nous nous sommes trop souvent heurtés au mutisme des porte-parole habituels de la majorité, au mutisme des rapporteurs qui, bien qu'ils soient généralement présents, ne donnent que très rarement d'explications, mutisme aussi de certains ministres. Bien sûr, d'aucuns prennent fréquemment la parole — c'était notamment le cas hier — mais c'est pour dire de façon laconique: Le gouvernement demande le rejet de l'amendement.

Non, il n'est plus possible de continuer cette méthode de travail...

M. Meunier. — Il faudrait «mettre des gants» pour vous répondre.

M. Lagasse. — ... et ce pour deux groupes de raisons.

Tout d'abord, parce que nous abordons une matière toute nouvelle pour le législateur. Sans doute l'expression: «les matières personnalisables» est-elle déjà en vogue depuis quelques années. Peut-être bien remontet-elle à 1974-1975, mais elle est apparue alors un peu comme une nébuleuse. Elle était commode. On l'utilisait fréquemment. Les journalistes s'en sont emparés, mais, pendant très longtemps, on n'a jamais su ce que cela signifiait.

Et voici que le législateur est au pied du mur! C'est la première fois qu'on en discute en séance publique. Je sais que dans l'article 59bis de la Constitution, la formule a été utilisée mais, là encore, on s'est contenté d'un nuage, puisque aussi bien la Constitution renvoyait au législateur: à celui-ci de dire ce que sont ces matières personnalisables. Eh bien, nous y voici! Nous sommes vraiment au pied du mur. Que va désigner cette formule mystérieuse et déconcertante pour les juristes! Si nous ne sommes pas clairs, à présent, si nous ne sommes pas précis, nous allons introduire l'insécurité la plus complète.

Il s'agit de savoir quelles seront les conséquences de cet article 5, et pour les législateurs communautaires et, par ricochet, pour les législateurs régionaux de demain, quelles seront les conséquences pour les exécutifs, quelles seront les incidences de cette disposition légale pour les administrations, pour les budgets... Demain, dans la vie publique, nous nous heurterons quotidiennement, et dans les trois régions, à cette notion : « matières personnalisables » : il faut vraiment être très attentif à en définir le contenu.

Par ailleurs — et je rappelle cette seconde raison sans aucun esprit de polémique — chacun sait qu'en commission, l'article 5 n'a pas pu être examiné de façon décente. Pourquoi ? Ce sujet a été abordé une première fois lors de la discussion générale. Je dirais plutôt qu'il a été effleuré, en ce sens que les commissaires de la majorité aussi bien que de l'opposition ont posé une première série de questions, démontrant que le texte du gouvernement n'était pas suffisamment clair. C'était le moins qu'on pouvait dire ! Vingt-cinq questions, je crois, ont été enregistrées auxquelles il a été répondu par écrit, par plusieurs ministres semble-t-il. Certains ont d'ailleurs été plus prolixes que d'autres. Si, dans certains cas, la réponse tenait en cinq ou six lignes, dans d'autres cas, elle couvrait plusieurs pages.

Il fut entendu, à ce moment-là, que le débat serait renvoyé à la discussion de l'article 5 et que, notamment, on examinerait les réponses données par écrit par les membres du gouvernement lorsqu'on débattrait de cet article 5. Mais cette discussion n'a pas eu lieu en commission.

Chacun d'entre vous a maintenant ces réponses écrites; vous les avez trouvées dans un dossier à votre banc. Vous remarquerez que ces notes font chaque fois référence à un article. Si cette référence à un article est très précise, elle est malheureusement incompréhensible, parce que l'architecture du texte proposé, la numérotation de l'article 5, a, dans l'intervalle, été complètement bouleversée par le gouvernement. Il faut donc se livrer à une gymnastique intellectuelle très difficile, et même très périlleuse, pour comprendre exactement à quoi se rapportent les différentes notes qui se trouvent dans le dossier.

Et puis, vous connaissez l'incident qui a surgi. Le gouvernement a présenté une rédaction totalement différente qui rendait ces notes pratiquement incompréhensibles, qui rendait aussi caducs, inadaptés les amendements déposés par des commissaires, appartenant aussi bien à la majorité qu'à l'opposition. Une suspension de séance fut alors demandée. On a estimé ne pas pouvoir l'accorder... ce qui fait que l'article 5 n'a pas été véritablement discuté. (*Protestations sur les bancs de la majorité*). En tout cas, il n'a pas été discuté en présence de l'opposition. Et nous avons entendu il y a deux jours encore, un membre de la majorité...

M. Hanin. — On a tenu compte de vos observations.

M. Lagasse. — ... C'est un membre de votre parti, Monsieur Hanin — il ne faut pas ainsi lui en vouloir continuellement ! — qui est venu nous expliquer ici, en séance publique, que ses amendements ont été écartés d'un revers de la main !

Je ne discute pas pour l'instant de l'attitude qu'a adoptée la majorité au cours de cette nuit de mardi à mercredi. La majorité a pris ses responsabilités.

M. Gramme, vice-président,
prend la présidence de l'assemblée

Je demande tout simplement qu'ici, en séance publique, on accorde une attention toute particulière à cet article 5 et qu'on l'examine en profondeur.

De heer Pedé. — U moet maar niet weglopen.

M. Hanin. — Vous n'étiez pas exclu des travaux de la commission.

M. Lagasse. — Je fais donc une proposition pratique, Monsieur le Président. Pour que ce travail soit profitable à tous, pour que nous soyons à même de comprendre ce que nous allons voter et pour que, demain, ceux qui devront appliquer cet article dans les administrations, pour les budgets, dans les exécutifs, dans les assemblées, soient bien informés, nous demandons, avec insistance, que les ministres directement intéressés consentent à faire devant cette assemblée un exposé introductif, qu'ils nous expliquent notamment la portée des notes qu'ils avaient bien voulu nous envoyer mais qui, comme je l'ai montré, sont pratiquement incompréhensibles.

Pour illustrer ce que je viens de dire, je prendrai simplement deux exemples. Vous avez les textes devant vous, mais je crois que cela vaut la peine de les lire ensemble. (*Protestations sur certains bancs*.) Je prends aussi la note du 19 juin qui fait référence à l'article 5 et qui prétend répondre à un commissaire sur les sanctions applicables dans un cas

déterminé. Voici la réponse, pour le moins curieuse, qui nous est arrivée par écrit. Remarquez que la note n'est pas signée, je ne sais donc pas qui en est l'auteur, et je ne veux faire aucune espèce de polémique. J'essaie de comprendre et je suis sûr que chacun d'entre vous partage ce sentiment...

Mme Pétry. — Nous comprenons très bien parce que nous étions là, nous !

M. Lagasse. — Et vous avez discuté de ces notes ?

Mme Pétry. — Nous en avons discuté.

M. Lagasse. — Si c'est vrai, je regrette que dans le rapport on ne trouve aucune trace de cette discussion !

Mme Pétry. — Si, si ! Excusez-moi de prendre la parole, Monsieur le Président, mais on m'a rapporté que M. Lagasse regrettait l'absence des rapporteurs. Puisque je suis présente pour le moment, je lui rappelle que dans le rapport, il y a un nombre de pages, assez impressionnant, à mon sens, concernant la discussion générale spécifique consacrée aux matières personnalisables. Et les notes auxquelles M. Lagasse fait allusion et dont il a un exemplaire en main, ont été fournies par le gouvernement, à la suite de questions précises, lors de cette discussion générale. Comme il a été dit lors de la discussion du rapport, elles font partie des documents de séance et de travail qui ont été mis à la disposition de tous les membres qui étaient présents (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*).

M. Lagasse. — Je crains, Madame, que vous n'ayez mal compris ce que j'ai dit en votre absence. Si j'ai, il y a un instant, fait allusion aux rapporteurs, c'était pour dire que j'espérais qu'en cette matière nouvelle, qui n'avait pas pu être traitée en commission en présence de l'opposition, à la suite des circonstances rappelées, les membres du gouvernement, ainsi que les rapporteurs, voudraient bien répondre à nos questions. Je n'ai rien dit d'autre, je n'ai formulé aucun reproche, surtout pas à votre égard, Madame.

Mme Pétry. — Il m'arrive d'avoir quelque faiblesse et d'éprouver la nécessité de sortir un instant, pour diverses raisons, Monsieur Lagasse.

M. le Président. — Monsieur Lagasse, compte tenu des interruptions, vous occupez la tribune depuis huit minutes. Je vous prie dès lors d'essayer de conclure. (*Sourires*.)

M. Lagasse. — Comment voulez-vous, Monsieur le Président, que les rapporteurs puissent répondre à ma question si je n'ai pas eu l'occasion de la leur poser ?

Mme Pétry. — Je vous réponds, Monsieur Lagasse, de vous référer au rapport.

M. Lagasse. — Cette réponse, Madame, est vraiment trop simple, puisque le rapport est muet à ce sujet.

M. Bruart. — Il fallait être présent en commission.

M. Lagasse. — S'il est exact que vous avez relaté, dans votre rapport, la discussion qui s'est déroulée, au sein de la majorité concernant l'article 5, je ne trouve aucune explication à propos de la question et de la note ministérielle que je m'apprêtais à vous lire.

Croyez-moi, ces textes ne sont pas compréhensibles, sauf peut-être par leur auteur, le ministre qui en a pris la responsabilité. C'est la raison pour laquelle je crois, en toute objectivité, que ce débat pourrait être intéressant et constructif si, par exemple, le ministre responsable de la Santé publique pouvait nous répondre.

Certains ministres vont être dépossédés d'un certain nombre d'attributions, tandis que d'autres vont en recevoir de nouvelles. Nous désirons donc, à travers les documents qui nous ont été remis, savoir exactement de quelles compétences certains vont être dépossédés et quel sera l'héritage des autres.

Je m'empresse d'ajouter que ceci concerne non seulement les « communautaires », mais également les ministres régionaux. Je suis d'ailleurs certain que Mme le président de l'exécutif bruxellois, ici présente, est, en l'occurrence, tout aussi intéressée, sinon plus, que les autres membres de cette assemblée.

M. le Président. — Monsieur Lagasse, voulez-vous poser votre question et en rester là ?

M. Lutgen. — M. Lagasse parle depuis douze minutes. (*Colloques.*)

M. Lagasse. — Déférant à votre vœu, Monsieur le Président, je me bornerai à lire l'une des treize notes reprises dans le dossier que chacun a reçu.

Mais même si je ne lis qu'une de ces notes, je demande que les ministres veuillent bien commenter les autres réponses écrites.

A la question de savoir quelle était la signification pratique d'une règle, on nous répond de façon sybilline : «Aucune sanction automatique n'est prévue dans le projet. Une telle agrégation serait illégale et n'aurait pas de conséquence. Il est évident que la décision par laquelle le pouvoir communautaire porterait atteinte aux règles de base nationales pourra être soumise à la procédure relative aux conflits d'intérêts telle que prévue par le projet de loi ordinaire.»

A remarquer, par parenthèse, qu'à l'époque, il s'agissait d'un autre projet que celui que la Chambre examine. Je continue : «Il est également évident que le pouvoir national pourrait refuser des subsides pour une agrégation des communautés qui est contraire aux normes de base nationales.»

Mesdames, Messieurs, je suis navré : j'ai lu ce texte dix fois et ne suis pas arrivé à en saisir la portée ! Il m'est donc impossible de vous l'expliquer ! (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW. — Colloques.*)

M. le Président. — La parole est à M. Cerf.

M. Cerf. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, l'article 5, dans son paragraphe premier et particulièrement son titre I, est un tel bijou en son genre que je résiste difficilement au désir d'intervenir, bien que je n'en sois guère tenté dans ce débat puisque aussi bien la majorité vote de façon automatique, comme le gouvernement siffle. Ce bijou mérite donc d'être analysé quelque peu.

En ce qui concerne la politique de santé, il est dit que la dispensation des soins dans et au dehors des institutions fait partie des matières personnalisables et, par conséquent, est communautarisée. Jusque-là tout va bien.

Mais lorsque l'on considère les exceptions prévues, on constate que cette déclaration préalable est complètement vidée de signification. En effet, la politique de dispensation des soins dans et au dehors des institutions de soins est une matière personnalisable «à l'exception de la législation organique».

Dans ce domaine, qu'est la législation organique ? C'est la loi sur l'art de guérir, qui couvre toutes les dispositions légales qui concernent les médecins, les infirmières et les kinésistes.

Tout ce qui concerne le financement qui dépend des dispositions légales de cette législation organique est également excepté de la personnalisation et il en est de même de tout ce qui dépend de la législation en matière d'assurance maladie-invalidité.

Il est bon de rappeler qu'à l'heure actuelle, le financement des soins de santé, pour 99,9 p.c. des citoyens, se fait via l'assurance maladie-invalidité et que, par conséquent, le fait d'exclure de la personnalisation toute la législation en la matière constitue une nouvelle façon de vider la disposition de toute signification.

Mais ce n'est pas tout. Non seulement la législation organique et l'assurance maladie-invalidité font exception, mais également les règles de base relatives à la programmation, je présume qu'il s'agit de la programmation hospitalière. Ces matières ne sont pas des matières personnalisables.

Lorsqu'on sait comment fonctionne la programmation hospitalière dans ce pays depuis quelques années, on se rend compte que l'Etat central désire en fait la maîtrise complète de la politique de la santé. Il existe en principe, d'une part, une commission de programmation hospitalière qui est censée définir les règles générales et les normes et, d'autre part, des commissions régionales de programmation hospitalière qui doivent les appliquer pour leurs régions respectives. Je crois savoir qu'à Bruxelles, cette commission ne fonctionne plus. Quant à la commission régionale de programmation pour la Wallonie, il suffit de considérer la façon dont elle travaille pour savoir que les normes définies par la commission nationale sont telles que le degré d'indépendance de la commission régionale est pratiquement nul.

Ce n'est pas tout. Alors qu'on nous dit que la politique de dispensation des soins constitue une matière personnalisable, on ajoute aux exceptions les règles de base relatives au financement de l'infrastructure, en ce compris l'appareillage médical lourd.

L'Etat central conservera donc le contrôle non seulement de l'organisation des hôpitaux, de l'autorisation de création de lits hospitaliers et de leur reconversion, mais encore de tout ce qui constitue l'appareillage nécessaire au fonctionnement de ces hôpitaux. Il en est tellement bien ainsi que dans la loi budgétaire, que nous aurons l'occasion d'examiner sous peu et qui est bien une loi nationale, nous retrouverons toute une

série de considérations relatives à l'appareillage médical lourd. Nous retrouverons éventuellement dans un projet sur les appareillages de biologie clinique, qui sera national, une série de dispositions réglementaires.

En d'autres termes, la dispensation des soins, telle qu'elle est prévue dans la présente loi et compte tenu de toutes les exceptions que je viens de citer, s'avère inexistante : il n'y aura pas de communautarisation des soins médicaux dans le cadre de cette législation.

M. le chevalier de Stexhe. — Vous confondez la loi et l'exécution de la loi.

M. Cerf. — Heureusement, me dira-t-on, l'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive, à l'exception des mesures prophylactiques nationales, sont réellement compris dans les matières personnalisables. Etant donné les moyens financiers dont disposeront les régions et les communautés, il ne sera guère possible, en éducation sanitaire et en médecine préventive, de faire plus qu'on ne fait d'ores et déjà.

J'aimerais poser deux questions à ce sujet. Les activités de médecine préventive, en ce qui concerne la prévention de la grossesse non désirée, constituent-elles des matières personnalisables au sens de l'article 5 ? Ce détail a son importance et ne semble pas avoir été prévu. J'aimerais connaître l'avis du gouvernement sur ce point.

M. Calewaert, Ministre de l'Education nationale. — Le droit pénal est national.

M. Cerf. — Je voudrais précisément savoir si, dans le cadre d'une médecine préventive en ce domaine, on envisage d'aménager le droit national dans les cas où il s'avérerait en contradiction avec ces dispositions.

Ma seconde question est celle-ci.

A propos de l'éducation sanitaire et des mesures prophylactiques, il a été rapporté que la protection de la population contre les radiations ionisantes n'est pas une matière communautarisée. Là je m'étonne quelque peu.

L'Etat central n'a jamais, dans ce domaine et essentiellement concernant le péril atomique en cas de guerre, pris de mesures particulièrement efficaces. La presse s'en est fait l'écho récemment. S'il est bien un pays peu protégé en la matière, c'est le nôtre.

M. Lutgen. — Vous parlez depuis treize minutes, Monsieur Cerf.

M. Cerf. — J'interviens très rarement, Monsieur le Président...

M. Payfa. — Mais très bien.

M. Cerf. — Je vais cependant terminer.

Je m'étonne que l'Etat central d'un pays qui se situe, en Europe, parmi ceux qui ont fait le moins en matière de prévention et de protection de la population, ait le cynisme, dans l'établissement d'une nouvelle législation, de préciser qu'il entend se réserver ce domaine dans lequel il est particulièrement déficient. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, brièvement, je voudrais insister une fois de plus — pour ma part, je l'ai déjà fait à propos de la discussion de l'article 4 — sur le fait que les matières sont explicitement transférées et que, par conséquent, les pouvoirs résiduels appartiennent à l'Etat.

En ce qui concerne la politique de santé et l'aide aux personnes, il est essentiel de définir, le plus largement possible, les compétences transférées pour éviter les conflits entre la communauté et l'Etat.

Or, il me semble que le texte qui nous est soumis prévoit au 1^o la politique de dispensation des soins.

Quelle différence fait-on entre la politique de dispensation des soins et la dispensation des soins ?

Une nuance nous échappe certainement qu'il faudrait pouvoir expliquer.

Mme Pétry. — La justification de l'amendement du gouvernement est reprise aux pages 122, 123 et 124.

M. de Wasseige. — Je le sais, Madame Pétry, mais en ce qui me concerne j'estime que les explications du gouvernement sont obscures.

Mme Pétry. — Pourtant, c'est clair.

M. de Wasseige. — Pour moi, ce n'est pas clair.

Mme Pétry. — Que voulez-vous, si vous ne connaissez pas le problème de la loi sur les hôpitaux ?

M. de Wasseige. — Je me permets donc de demander au gouvernement quelle différence il fait entre la politique de dispensation des soins et la dispensation des soins.

Par ailleurs, dans les notes qui nous ont été remises une question a été posée concernant la liaison qui doit exister entre certains services et institutions, liaison organique, par exemple, entre les centres de santé mentale et les services ou institutions psychiatriques. Les uns dépendent de normes du pouvoir national tandis que les autres dépendent de normes du pouvoir communautaire. Comment agencer cette liaison organique ?

La réponse qui nous est donnée et qui tient en trois lignes est la suivante : « Les services de santé mentale et les institutions psychiatriques hospitalières ne doivent pas être organiquement liées, même si une relation fonctionnelle est nécessaire. » Quelle est la différence, pour ces matières, entre une liaison organique et une liaison fonctionnelle ? (*Applaudissements sur les bancs FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Humblet.

M. Humblet. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, je m'appliquerai à être aussi bref que mon prédécesseur à cette tribune.

Je comprends mal la philosophie qui est à la base de cet article 5. Je m'interroge notamment — c'est un souci que doit avoir le législateur — sur le point de savoir comment les enseignants à différents niveaux arriveront à faire comprendre ces matières.

M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée

Se mettre à la place du non-spécialiste qui devra comprendre un enseignement constitue toujours un excellent test. Comme législateur, nous devrions nous en préoccuper.

Je cherche un fil directeur, une philosophie à la base de cet article et je n'y suis pas aidé dans la mesure où aucun avis du Conseil d'Etat ne peut m'assister à cet égard. C'est peut-être le type même d'article à propos duquel c'eût été nécessaire.

En effet, que je sache, l'Etat belge n'a pas une longue expérience, ni une jurisprudence des matières personnalisables.

Si nous étudions le droit comparé pour nous éclairer, je ne connais pas, parmi les Etats de type fédéral — il est vrai que ceci n'a finalement rien de fédéral — ceux qui utilisent la notion de « matières personnalisables ». On l'a dit tout à l'heure, pourquoi pas les crèches ? Ce sont des institutions. Et pourquoi pas les bourses ?

J'aborderai maintenant certains points plus précis. Je renoncerais à reprendre certaines énumérations d'exceptions parce que je ne souhaite pas répéter ce qui a été excellemment dit par plusieurs de mes collègues. Nous sommes en présence d'un de ces articles qui utilisent largement les termes « à l'exception de ». Ainsi, on cite la politique de dispensation de soins, dans et au-dehors des institutions de soins, à l'exception de ... ; la politique d'aide sociale, à l'exception de ... ; la politique des handicapés, à l'exception de ... ; la protection de la jeunesse, à l'exception de ...

J'en viens aux textes à propos desquels nous semblons être en présence d'une attribution claire de compétence. A ce propos, il faut cependant remarquer, comme vient de le faire M. de Wasseige, que la compétence résiduaire, puisqu'il s'agit ici de compétence d'attribution, appartient à l'Etat belge.

Le texte est relativement clair à propos de la politique familiale où l'on ne rencontre pas d'exception. « La politique familiale, en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants. » Je me félicite de cette absence d'exception. Je vais découvrir ici les services d'aide familiale, je n'en doute pas. Quoi d'autre, puisqu'on me dit que ceci ne couvre pas la politique des allocations familiales ? Les allocations familiales ne font pas partie de la politique d'aide familiale.

Mme Pétry. — Elles sont du domaine de la sécurité sociale, si vous ne le saviez pas.

M. Humblet. — Je le sais, Madame, et je viens de le dire. Mais s'il se trouve que je le sais, je ne suis pas certain que le citoyen moyen sache que les allocations familiales n'appartiennent pas à la politique familiale.

Mme Pétry. — Il le sait très bien. Il ne faudrait tout de même pas trop vous prendre au sérieux, Monsieur le sénateur.

M. Humblet. — Le point suivant ne comporte pas d'exception : la politique d'accueil et d'intégration des immigrés. De même que j'ai questionné le gouvernement sur la philosophie de base de cet article, compte tenu du caractère ambigu des termes « matières personnalisables », de même que je désire connaître le contenu exact de la politique familiale, je demande quel est le contenu exact de la politique d'accueil et d'intégration des immigrés.

Je ne pose pas de question sur la protection de la jeunesse, alors que j'aurais aimé le faire. J'espère ne susciter l'ire de personne en agissant ainsi. En tant que membre du groupe linguistique français de cette assemblée, j'aurais aimé pouvoir m'adresser directement au ministre de la Communauté française compte tenu de la répartition actuelle des compétences en cette matière au sein du gouvernement.

J'en arrive maintenant au dernier paragraphe de l'article 5 : « Il est institué un organe de concertation de la politique de santé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. »

Il y est prévu un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et l'on indique qui siègera dans cet organe.

Vu la pléthore de certaines institutions, les doubles emplois et les lacunes, comment cet organe qui, en réalité, n'aura aucun pouvoir puisqu'il est uniquement de concertation, pourra-t-il éclairer les institutions multiples qui, en matière de politique de santé, s'occuperont de Bruxelles ? (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, Heren Ministers, geachte collega's, ik zal zeer bondig zijn.

Wij hebben geprobeerd om het standpunt van de minister van Volksgezondheid te horen in de commissie voor Hervorming der Instellingen en hem te ondervragen over bepaalde problemen, meer speciaal over de 14 of 15 nota's die werden rondgedeeld en die reeds in het dossier beruften op het ogenblik van de bespreking van de artikelen. Die afwezigheid van de minister was ook de reden waarom wij de commissie hebben verlaten.

Langs een omweg zijn wij toch wel achter de waarheid gekomen. Naar aanleiding van de bespreking van de programmawet, namelijk de artikelen 204 tot 210, hebben wij de minister ondervraagd over de juiste draagwijdte van die artikelen en de weerslag ervan op de staats Hervorming, meer in het bijzonder op artikel 5.

Het ging om het ziekenhuiswezen, de inplanting van de ziekenhuizen, de zware medische apparatuur en het bejaardenbeleid.

Uit de uiteenzetting van de minister is gebleken dat, door wat in artikel 5 staat in verband met het probleem Brussel, de decreten die worden uitgevaardigd ook een weerslag hebben op Brussel-Hoofdstad. Wij weten dat sinds wij 4⁹bis van artikel 59bis van de Grondwet hebben goedgekeurd. Dat zou tot gevolg kunnen hebben dat de inplanting van gezondheidsinstellingen en dergelijke, ook mogelijk zou moeten zijn.

Vooral door de uitzonderingen die in dit ontwerp worden opgesomd, kan daar niets van in huis komen want de nationale programmatiecommissie vaardigt dwingende normen uit voor de inplanting.

Zowel ikzelf als fractievoorzitter Van der Elst hebben herhaaldelijk aan de Eerste minister gevraagd welke weerslag dit artikel 5 zou hebben betreffende het ziekenhuiswezen voor de Vlamingen in Brussel.

Men heeft ons wandelen gestuurd, men heeft naast de kwestie geantwoord en wij hebben geen precies antwoord gekregen.

Volgens deze tekst kan het niet anders. De nationale programmatiecommissie heeft haar normen en de regionale commissies kunnen daar niet van afwijken.

Wanneer een artikel in een wet de personaliseerbare materies voor Vlamingen wat betreft het territorium van Brussel-Hoofdstad gunstig voorstelt, maakt dat mij altijd gelukkig. Dan moet dat volgens mij echter wel doelmatig gebeuren. Dat probleem heb ik ook gesteld bij de bespreking van ontwerp 261.

Uit de nota's die ons ter beschikking werden gesteld door de minister, is gebleken dat ingevolge artikel 5, meer bepaald betreffende het gezondheidsbeleid, de Vlamingen te Brussel helemaal niets zullen winnen.

Daarom richt ik mij tot de Vlaamse leden van de meerderheid en vraag hun of zij wel goed beseffen waarover zij moeten stemmen. Zij gaan een tekst aannemen die op papier weliswaar voordelig is maar die in de praktijk geen uitwerking zal krijgen, en een fictie zal zijn.

Tijdens de bespreking van de programmawet in de commissie voor de Volksgezondheid heb ik — zoals u, Mijnheer Verbist, als verslaggever wel weet — woordelijk gezegd : « Dit artikel zoals het is opgesteld, is een papieren tijger. »

De heer Verbist. — Dat heeft u gezegd, Mijnheer Vandezande, maar of het waar is, is een andere kwestie.

De heer Vandezande. — U moet nagaan wat de weerslag van dit artikel zal zijn voor de Vlamingen te Brussel. U vraagt waarborgen voor de Vlamingen. Houdt dit artikel die waarborgen in? Zo ja, dan moet u het goedkeuren. Ik blijf echter de mening toegedaan, en de minister heeft dit in de commissie bevestigd, dat dit niet het geval is en blijf er dus bij dat dit artikel 5 inderdaad een papieren tijger is. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bonmariage.

M. Bonmariage. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, la partie du rapport qui concerne l'article 5 est particulièrement longue, difficile à comprendre et a été élaborée après de longues journées et de longues nuits de travail, pour lesquelles il faut encore rendre hommage à nos rapporteurs.

Il est évident que la relation de la discussion de cet article reprise à la page 120 du rapport, commence déjà à la page 117, lors de l'incident sur lequel je ne veux pas revenir, sinon pour interroger le gouvernement sur une des déclarations importantes qu'il a faites à ce moment. Vous vous souvenez sans doute que c'est le dépôt en dernière minute d'un nouveau texte pour l'article 5 qui a provoqué l'attitude de l'opposition.

Or, le gouvernement déclare, à la page 117 du rapport, que le texte d'un nouvel article «a été envoyé pour avis au Conseil d'Etat. Cet article désigne nommément un certain nombre d'institutions auxquelles la clause de sauvegarde serait applicable. Le Premier ministre suggère à la commission d'attendre le dépôt de ce texte». La commission est assez soumise au gouvernement pour attendre.

Lors de la lecture du rapport, nous avons interrogé le ministre à ce sujet. Il nous a signalé que les textes étaient prêts, sauf qu'il restait à régler quelques problèmes techniques. Je voudrais savoir si le gouvernement compte appliquer la même tactique, c'est-à-dire déposer le texte en question au cours de la dernière nuit de notre débat en séance publique.

Ma deuxième question a trait à la situation de Bruxelles et, plus particulièrement, au problème de discrimination qui s'y présente.

Le Premier ministre, répondant à un intervenant en commission, a déclaré, à la page 141 du rapport, que : «toute initiative que peuvent prendre soit une institution unicommunautaire, soit une institution bicommunautaire, les autres, à quelque régime qu'elles appartiennent, peuvent les prendre, elles aussi; il n'y a pas, à cet égard, de menace de discrimination».

J'aimerais savoir ce qui se cache réellement derrière ce texte, quelles sont les institutions «autres» qu'unicommunautaires ou bicommunautaires. J'aimerais obtenir une explication à ce propos.

Mme Pétry. — Est-ce M. Pouillet qui vous l'a soufflé ?

M. Bonmariage. — Non, Madame.

Mme Pétry. — Je vois qu'il s'amuse, il sourit.

M. Bonmariage. — Si j'ai pu vous amuser un instant, mon cher collègue, je m'en réjouis. Je souhaiterais parfois en amuser d'autres, mais je n'y parviens pas. (*Sourires.*)

A la page 143, le Premier ministre répond à propos d'une question posée en commission que «par le biais de la modification apportée à l'article 59bis de la Constitution, la plupart des difficultés pourront être surmontées».

J'aimerais savoir quelles difficultés subsistent.

Enfin, Messieurs les Ministres, je voudrais aborder un point précis, celui de la désignation au titre d'hôpital universitaire. Suivant votre projet, cette désignation reste de la compétence nationale.

Cette position est très difficile à justifier à la lumière des travaux de la commission, et des questions qui ont surgi lors de l'examen d'un amendement à l'article 4, § 2; il avait été déclaré nommément que l'enseignement universitaire était visé au § 2, 2^o, de l'article 59bis. Nous lisons dans le rapport : «Le ministre des Réformes institutionnelles fait remarquer que les notions de paix scolaire prévues à cet endroit couvrent également l'enseignement universitaire.»

Par ailleurs, si nous avions quelques doutes sur le fait que ces institutions universitaires sont soumises au décret communautaire, la Constitution même, dans la disposition transitoire, que constitue son article 132, prescrit que : «... le Conseil culturel de la communauté culturelle française par dérogation à l'article 59bis, § 4, alinéa 1^{er}, est compétent pour cette institution».

M. le chevalier de Stexhe. — Cela concerne l'emploi des langues.

M. Bonmariage. — C'était un paragraphe supplémentaire visant l'emploi des langues. Il est donc clair, à partir de ce qui a été dit en com-

mission et après ce rappel, que la désignation comme hôpital universitaire ne modifie pas — ce qui semble être l'argument du gouvernement — le coût de la journée d'entretien. Si l'Etat attribue une subvention supérieure par journée d'hospitalisation dans une clinique universitaire, ce n'est pas en matière de soins de santé; c'est un complément pour la formation du médecin. Il s'agit d'une matière d'enseignement.

Je crois, pour ces raisons, que cette désignation doit être laissée aux communautés. J'aimerais que le gouvernement suive cet avis ou m'explique pourquoi il ne peut le suivre. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Roland Gillet.

M. R. Gillet. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais, à l'occasion de l'examen de l'article 5, poser au gouvernement trois questions à propos d'une note, datée du 11 juin 1980, remise par un ministre inconnu sans doute, puisqu'elle n'est pas signée; il semble qu'elle n'ait pas d'origine. Dans cette note, j'ai relevé trois éléments qui me paraissent fort intéressants mais dont on ne trouve aucune trace dans le rapport.

On peut lire : «Il existe sur le territoire de Bruxelles deux types d'institutions qui s'adressent au public et qui traitent des matières personnalisables. La première catégorie est celle des institutions dont l'activité est tournée exclusivement vers les membres d'une seule et même communauté.» Ce sont les institutions communément appelées unicommunautaires. «Leur action est, de par sa nature même, étrangère à toute possibilité de discrimination entre communautés. Au reste, ces institutions participent du pouvoir communautaire. Limiter leur action équivaldrait à limiter ce pouvoir sur le territoire de Bruxelles alors qu'une habilitation constitutionnelle formelle existe. Il y aurait là inconstitutionnalité. En fait, ce serait la négation pure et simple de l'autonomie des communautés».

Puis-je demander si, depuis le vote de l'article 59bis, § 4bis, ce texte est toujours valable? Faut-il toujours lire «activité», sous-entendu «clientèle» ou faut-il lire «organisation»?

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je ne sais pas si vous avez bien suivi les débats. Dans le paragraphe de l'article 59bis, qui a trait aux matières personnalisables, on ne parle plus «d'activité» mais «d'organisation».

M. R. Gillet. — Je vous remercie, Monsieur le Ministre.

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Le Parlement en a débattu très largement et le gouvernement a donné toutes les explications. Vous pouvez en prendre connaissance, à la page 57 du rapport de Mme Pétry et de M. André; vous y trouverez tous les renseignements.

M. S. Moureaux. — La note n'est donc plus valable?

M. R. Gillet. — Il est clair que la note du 11 juin remise par un ministre n'est plus valable! C'est tout ce que je souhaitais savoir.

M. S. Moureaux. — Il fallait le dire!

M. le Président. — La parole est à Mme Pétry, rapporteur.

Mme Pétry. — Monsieur le Président, puisque j'ai été interpellée tout à l'heure en ma qualité de rapporteur — j'espère que je ne me trompe pas — je tiens à préciser à l'intention de M. Moureaux qu'il s'agit d'une note du début des travaux de la commission. Il est vrai qu'entre-temps, nous sommes passés à d'autres travaux en séance publique. C'est l'opposition elle-même qui avait insisté, lors de la lecture du rapport, pour que ces notes soient annexées, bien que le président de la commission ait répondu à ses questions. Maintenant, vous prenez ces notes à témoin alors qu'elles sont forcément dépassées par rapport à ce qui a été discuté et voté. Je répète que ce sont des documents de travail qui ont servi à la commission. Vous relancez un débat alors que vous vous en êtes retirés par pure manœuvre. Vous nous faites perdre notre temps alors que nous savons qu'il s'agit, dans votre chef, de ralentir le débat sur ce projet. C'est cette attitude-là que je dénonce et que je regrette. Je trouve que, vraiment, vous exagérez. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. R. Gillet. — Je viens en tout cas d'obtenir une première réponse du ministre qui me dit que cette note est erronée, quant à vous, Madame Pétry, vous me dites qu'elle est dépassée.

M. S. Moureaux. — Vous savez très bien que le ministre n'était pas là, Madame le rapporteur. On nous a fait attendre huit jours en nous promettant la venue du ministre; celui-ci n'est jamais venu!

Mme Pétry. — Cela n'a rien à voir, Monsieur Moureaux.

M. S. Moureaux. — On nous a tiré en bouteille dans cette affaire.

M. Lagasse. — Le ministre a refusé de venir.

M. R. Gillet. — Ma seconde question sera très vite posée, car en fait on vient déjà d'y répondre.

Mme Pétry. — Les deux ministres des Réformes institutionnelles se sont expliqués très clairement !

M. S. Moureaux. — On nous a refusé la discussion des notes; le rapport en fait foi.

M. le Président. — La parole est continuée à M. Roland Gillet.

M. R. Gillet. — Vous me permettez de poser ma seconde question.

Je lis dans ces notes, dépassées, un texte curieux traitant de la seconde catégorie d'institutions qui regroupe les activités des membres des deux communautés dites bicommunautaires, s'adressant donc à deux catégories de citoyens. Elles sont en mesure, dans leurs activités pratiques, d'établir un traitement différencié envers des individus selon qu'ils appartiennent à l'une ou à l'autre communauté. Je crois qu'en réalité c'est exactement l'inverse. En tout cas, à la page suivante, dans un texte très clair, on lit « Il suffirait qu'une institution bicommunautaire réserve à des citoyens appartenant à une communauté déterminée et à raison de cette appartenance un traitement différencié de celui qu'elle accorde aux membres de l'autre communauté, pour que l'on puisse considérer qu'un acte discriminatoire est posé. » Belle contradiction ! Mais on nous a répondu.

Il reste cependant une troisième question suscitée par ce texte, toujours dépassé. J'aimerais que le gouvernement me dise pour quelle raison aucune disposition n'a été prise dans la loi alors qu'elle avait été suggérée par le gouvernement lui-même.

Des considérations qui précèdent, on peut donc conclure, dit la note ministérielle, qu'il est possible, dès maintenant, de pallier la possibilité de mesures discriminatoires dans le chef des institutions dont les activités s'adressent aux membres des deux communautés par l'insertion, dans le projet de loi, d'une disposition explicitant le principe de l'égalité des citoyens devant la loi. Voilà une disposition suggérée, proposée par un membre du gouvernement.

Ma seule question est celle-ci : pouvez-vous me dire maintenant ou tout à l'heure pour quelles raisons, car je n'en trouve aucune dans le rapport, cette suggestion gouvernementale n'a pas été appliquée dans la loi ? (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. S. Moureaux. — C'est bien la première fois que nous allons l'entendre !

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, de nombreuses questions ont été posées au sujet de l'article 5 du projet 434. Je tiens à préciser ici les compétences en cette matière.

Tout d'abord, en ce qui concerne la politique de santé, suivant la philosophie du projet, sont de la compétence nationale : la législation organique, le financement de l'exploitation quand il est organisé par la législation organique. Sous ce concept est actuellement visé le prix de la journée d'entretien. Cependant, nous devons peut-être opter, si nous suivons certaines suggestions, pour un autre mécanisme, tel que le forfait.

Sont encore de la compétence nationale : l'assurance maladie-invalidité, les règles de base de la programmation hospitalière, les règles de base relatives au financement de l'infrastructure, appareillage médical lourd compris, les normes d'agrégation qui pourraient avoir une répercussion sur ces différents points, les conditions de désignation et la désignation comme hôpital universitaire.

La compétence communautaire en matière hospitalière s'étend donc à l'exécution de la programmation, aux agrégations et au financement des investissements.

Pour ce qui est de la politique de santé extra-hospitalière et la politique de dispensation des soins en dehors du milieu hospitalier, la communauté est compétente notamment pour les soins à domicile (il s'agit aussi bien des services de soins intégrés à domicile que des soins individuels), pour les maisons de repos pour personnes âgées s'occupant de dispensation de soins et les services de santé mentale en ce compris la postcure.

Toutefois, tout comme en matière d'institution de soins, la communauté n'est pas compétente pour les législations de base relatives à ces matières, notamment les législations sur les hôpitaux, sur l'assurance maladie-invalidité, les règles qui ont trait à la planification et au financement de l'infrastructure, et le financement de l'exploitation tel qu'il est conçu actuellement, c'est-à-dire le prix de la journée d'entretien.

Le troisième point concerne la politique de santé par la médecine préventive et l'éducation sanitaire.

La communauté est compétente pour l'information et l'éducation sanitaire sous quelque forme que ce soit, la protection sanitaire de la population, notamment par prévention de la tuberculose et du cancer, et la protection sanitaire de la mère et de l'enfant; l'inspection médicale scolaire organisée par la loi du 21 mars 1964; le contrôle médico-sportif obligatoire en vertu de la réglementation propre à l'exercice de certains sports (boxe, cyclisme) et le contrôle facultatif, l'amélioration de l'état sanitaire de la population soit dans le cadre de l'éducation sanitaire soit par d'autres moyens appropriés; le dépistage et la lutte contre les maladies transmissibles et sociales; le contrôle de la médecine du travail chargé d'agréer les services interentreprises de médecine du travail, et de veiller au respect du règlement général sur la protection du travail.

La communauté n'est pas compétente en ce qui concerne la protection des populations contre les radiations ionisantes, quoi qu'en ait dit tout à l'heure M. Cerf.

La communauté n'est pas compétente non plus en ce qui concerne la réglementation de l'exercice de l'art de guérir et des professions paramédicales, pour la réglementation des médicaments, pour la réglementation relative aux denrées alimentaires et les activités annexes : information, prévention et répression.

Il a également été demandé comment fonctionnera la programmation hospitalière dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

La loi sur les hôpitaux doit être modifiée de façon à créer des commissions communautaires — et non plus régionales — de programmation hospitalière.

L'article 5, § 3, prévoit la création d'un organe de concertation de la politique de santé, qui constituera le lieu de rencontre des politiques communautaires et associera l'autorité nationale compétente et les représentants de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Ainsi que M. Vandezande l'a rappelé tout à l'heure, nous sortons d'une situation où les compétences de la commission régionale de programmation hospitalière pour Bruxelles étaient suivies d'effets à l'intervention du Comité ministériel des Affaires bruxelloises. Depuis la loi de juillet 1979, ces compétences ont été transférées aux communautés. Dès lors, la commission régionale de programmation hospitalière de Bruxelles n'exerce plus aucune action directe. Ce qui m'a fait dire que pendant cet interrègne, en quelque sorte, il y avait un certain vide, pendant lequel, à Bruxelles, on pouvait, sur ce plan, faire ce que l'on voulait.

En second lieu, nous devons modifier la loi sur les hôpitaux de telle sorte que puissent fonctionner les commissions communautaires de programmation hospitalière. Pour combler ce vide qui existe sur le plan de la région bruxelloise, nous créerons, pour la politique de santé un organe de concertation qui devra *hic et nunc* tenter de résoudre les problèmes difficiles et délicats avec lesquels nous sommes confrontés.

Vous pourriez nous rétorquer : que ferez-vous si cet organe de concertation ne parvenait pas à résoudre ces difficultés ?

Ces difficultés devront, de toute manière, être résolues dans le cadre de la solution qu'il convient d'apporter, d'ici un an, à la problématique bruxelloise.

M. S. Moureaux. — C'est donc dans un an, pour vous ? Pour le PSC, ce sera dans un an ? Ce n'est pas le délai donné par vos collègues socialistes !

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Je ne parle pas au nom du PSC, Monsieur Serge Moureaux. Si vous voulez l'interroger, je n'y vois pas d'inconvénient.

Je vous dis que de toute manière ce projet doit être déposé, à ma connaissance du moins, d'ici un an environ.

M. Lagasse. — C'est ça le début de l'éternité ?

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Il a également été demandé ce qu'il adviendrait, en cas de non-respect par les communautés, des normes de programmation ou d'agrégation.

Généralement, le pouvoir exécutif se sanctionne lui-même quand il ne respecte pas une norme, par la création d'une dépense nouvelle. En l'occurrence, cette sanction ne peut intervenir à son niveau.

Il appartiendra au gouvernement national de recourir éventuellement, en cas de non-respect des normes fixées nationalement, à la procédure du règlement des conflits d'intérêt.

C'est pour permettre à l'Etat de défendre ses intérêts qu'a été conçu le § 2 de l'article 5 prévoyant la communication, à l'autorité nationale compétente, des décisions en matière d'agrégation, de fermeture et d'investissement. C'est une des raisons qui ont motivé cette communication obligatoire.

En second lieu, nous devons disposer, pour la définition et la modification éventuelle de celle-ci, des éléments d'information nécessaires pour agir en connaissance de cause.

L'autorité nationale définira les normes et l'autorité communautaire les appliquera, en fait.

Il ne faut voir, dans cette mesure, aucune tentative de tutelle sur les communautés, mais simplement l'instauration d'un système efficace d'information et de contact.

En conclusion, l'article 5 nouveau et sa justification, qui figure au rapport, permettent de déterminer, avec toute la précision souhaitable, les champs d'application respectifs des compétences nationales et communautaires. La nouvelle rédaction de cet article 5 a été établie après consultation des administrations concernées, contrairement à ce que j'ai cru comprendre de l'intervention de M. Pouillet.

Les communautés, ainsi que je viens de le rappeler, se voient attribuer des responsabilités importantes en matière de politique de santé. Il leur appartiendra de les mettre en œuvre avec détermination et dans le souci d'assurer les indispensables concertations, tant celles prévues explicitement par le projet, en ses §§ 2 et 3, que celles découlant de l'esprit même de la loi.

De cette manière, la politique active de santé des communautés ne sera ni une fiction, ni un tigre de papier, comme le pense M. Vandezande, qui propose que cette matière soit intégralement communautarisée. Cette proposition ne correspond pas au sens de l'accord politique du gouvernement que nous avons conclu. Elle n'est pas non plus excessive comme l'a déclaré M. Pouillet.

Le deuxième volet des matières personnalisables confiées aux communautés relève de l'aide aux personnes. Il s'agit de la politique de la famille, de la jeunesse, du troisième âge, de la politique d'aide sociale, d'accueil et d'intégration des immigrés, de la politique des handicapés et enfin, de l'aide sociale pénitentiaire et post-pénitentiaire.

Les expressions « politique de la famille », « politique du troisième âge » ont été retenues intentionnellement pour qu'aucun doute ne subsiste quant au transfert complet de la responsabilité des politiques à mener en ces différents domaines, sauf les limitations explicitement prévues et commentées par ailleurs dans le rapport.

Cela signifie qu'en ce qui concerne la compétence des communautés, les énoncés qui figurent dans la loi sont donnés à titre exemplatif et non limitatif. Ces restrictions portent soit sur les réglementations de base pour éviter la possibilité de discrimination là où il existe des droits subjectifs en faveur de l'ensemble des citoyens, par exemple les bénéficiaires des interventions des CPAS, soit lorsqu'il s'agit de régimes annexes de la sécurité sociale, comme le revenu garanti pour les personnes âgées ou les allocations pour handicapés.

Il appartiendra aux communautés de concevoir les politiques nouvelles en ces matières, politiques qui leur paraîtront se justifier soit pour répondre aux nouvelles exigences d'une meilleure solidarité, soit pour faire face au changement du contexte historique et aux transformations des mœurs.

Cependant et à l'exception d'un recours justifié à la théorie des pouvoirs implicites, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement, il n'appartient pas aux communautés, ainsi que cela a été précisé en commission, de modifier, par le biais de leur compétence, les dispositions générales du droit civil, du droit pénal et du droit judiciaire.

M. Pouillet aura apprécié la réponse du ministre de l'Intérieur qui a confirmé que, dans la mesure où le décret ne s'applique pas aux personnes à Bruxelles, il n'y a aucun risque de voir plusieurs législations en matière de protection de la jeunesse.

En ce qui concerne l'accueil et l'intégration des immigrés, puis-je dire au passage à M. Humblet que, s'il consulte le rapport, il trouvera l'énumération des huit compétences particulières qui ont trait à cette matière ? Une juste émulation entre les communautés ne pourrait cependant constituer un mal étant donné tout ce qui doit et devra être fait à cet égard dans une grande métropole.

Je voudrais répondre à certains points particuliers soulevés par divers intervenants.

A M. Pouillet, je confirme la réponse que lui a faite le Premier ministre et qui figure à la page 140 du rapport, à savoir :

— Les institutions qui ne seront pas agréées par une communauté, parce que n'appartenant pas exclusivement à cette communauté, seront, dans l'état actuel des choses, considérées comme des institutions bicommunautaires;

— En ce qui concerne les institutions bicommunautaires, l'autorité nationale compétente sera le Parlement national; sur le plan exécutif, elle est exercée par les secrétaires d'Etat communautaires, non en tant que membres des exécutifs des communautés, mais en tant que membres du gouvernement national;

« Toute initiative que peuvent prendre soit une institution unicommunautaire, soit une institution bicommunautaire, les autres, à quelque régime qu'elles appartiennent, peuvent les prendre elles aussi; il n'y a pas, à cet égard, de menace de discrimination. »

J'ai répondu à M. Payfa en ce qui concerne les nouvelles normes des commissions de programmation hospitalière. J'ai indiqué quel était, selon moi, le mécanisme de fonctionnement inscrit dans le temps, en vertu de la création de l'organe de concertation nouveau en matière de politique de santé. Les avis des commissions de programmation hospitalière seront remis aux exécutifs communautaires et, pour Bruxelles, à l'organe *ad hoc* de concertation pour la politique de santé.

M. Pouillet s'inquiète des crédits insuffisants prévus dans les budgets nationaux à propos de la politique de prévention sanitaire si bien, qu'après transfert, les communautés se retrouveront, à cet égard, les mains vides.

Dans les limites imposées par la situation économique actuelle, il nous appartient donc, et les communautés devront reprendre le flambeau, de dégager les moyens indispensables pour accentuer l'effort en ce domaine.

Je ne reviens pas sur les discussions relatives aux notes des 11, 17 et 18 juin. Mme le rapporteur y a tout à l'heure fait un sort.

M. Peeters a plaidé pour une fédéralisation intégrale de la politique de santé. Nous y reviendrons lors de la discussion des amendements.

J'ai répondu à M. Lagasse en ce qui concerne l'absence de sanctions en cas de non-respect des normes nationales.

Je laisse à M. Cerf son appréciation quant à la qualité de la protection de la population contre les émissions radioionisantes.

Je renverrai M. Humblet et certains de ses collègues à la justification de l'amendement gouvernemental qui est très explicite en ce qui concerne les attributions. Ce n'est pas la première fois que certains me semblent n'avoir pas lu le rapport.

Je pense ainsi avoir répondu à l'ensemble des problèmes soulevés dans la discussion générale. Il en est d'autres que nous retrouverons tout à l'heure lors de la discussion des amendements. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister De Backer.

Mevr. De Backer-Van Ocken, Minister van de Vlaamse Gemeenschap. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil nog iets toevoegen aan wat de minister van Volksgezondheid zojuist heeft gezegd.

Hij heeft gerefereerd naar een tekst die de Eerste minister heeft uitgesproken en die wij terugvinden aan het einde van pagina 140 en aan het begin van pagina 141 van het verslag. De verschillende soorten instellingen die in Brussel mogelijk zijn, worden daar duidelijk omschreven.

Verscheidene sprekers hebben de vrees uitgesproken dat die diversiteit een gevaar voor discriminatie zou kunnen inhouden. Deze regeling houdt in geen geval een discriminatie van personen in maar, vermits een onderscheiden politiek kan worden gevoerd in de diverse soorten instellingen, kunnen er inderdaad verschillen voorkomen.

De heer Serge Moureaux heeft gesproken over de verschillende soorten studieburzen volgens de diversiteit waartoe men zich wendt. Een analoge situatie bestaat bijvoorbeeld bij de gezinshelpsters en de bejaardenhelpsters. Dit lijkt mij nochtans geen discriminatie te zijn. Wanneer men naar een schouwburg gaat, is het niet uitgesloten dat men in de ene schouwburg een andere toegangsprijs betaalt dan in een andere. Dit kan men toch ook geen discriminatie noemen!

Zoals de minister van Justitie al heeft gezegd, worden slechts langs de instellingen eigen beleidsopties mogelijk te Brussel.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens de minister twee vragen te stellen.

Is het juist, Mijnheer de Minister, dat de Nationale Programmatiecommissie heeft gezegd met betrekking tot de inplanting van ziekenhuizen — de Vub in Jette kan daarvan meepraten — dat er een oversaturatie van bedden is?

Mijn tweede vraag gaat over de belangenconflicten. Wie zal hierover oordelen in de nieuwe stand van zaken?

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, je tiens à répondre à M. Vandezande qu'en matière de programmation, nous sommes, selon les districts — à distinguer des régions — placés devant des situations très différentes. Pour l'ensemble du pays, le nombre de lits d'hôpital est, théoriquement, largement suffisant. Cependant, dans certains districts, leur nombre est encore insuffisant.

D'autre part, une analyse plus détaillée par secteur d'intervention démontre qu'il y a pléthore dans certains cas et pénurie dans d'autres.

C'est à cette tâche que doivent s'atteler les commissions de programmation hospitalière. Je ne puis maintenant *ex abrupto*, surtout un dimanche après-midi, en l'absence de moyens d'information...

M. Vandezande. — J'ai posé la question en commission, Monsieur le Ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — ... vous répondre d'une manière précise sur un fait ponctuel que vous pourriez soulever. Je le dis en toute simplicité.

M. le Président. — La parole est à M. Poulet.

M. Poulet. — Monsieur le Président, je remercie le ministre de la Santé publique des réponses circonstanciées qu'il nous a données. Je ne suis pas toujours convaincu que tout ira aussi bien qu'il nous l'annonce, mais je suis néanmoins heureux des précisions qu'il nous a apportées.

J'aurais voulu demander une précision supplémentaire sur les discriminations, point sur lequel Mme De Backer est intervenue à nouveau d'ailleurs. Ma question en cette matière se posait à deux niveaux. Tout d'abord, quand une communauté décide d'accorder un avantage par le biais d'institutions, sont-ce exclusivement les institutions rattachées à cette communauté qui peuvent profiter de ces avantages, ou bien les institutions dites bicommunautaires peuvent-elles les profiter également ? Une discrimination apparaîtrait entre les institutions unicommunautaires et bicommunautaires si la réponse n'était pas que les unes et les autres peuvent profiter de ces avantages.

Une erreur au niveau de l'impression a fait que le texte repris au rapport n'est pas celui sur lequel, aussi bien le ministre de l'Intérieur que le représentant du Premier ministre et moi-même, étions tombés d'accord.

Ma première question est donc de savoir si, effectivement, les institutions ne sont pas unicommunautaires, mais bicommunautaires peuvent profiter d'un avantage décidé par une communauté.

La seconde porte sur le point de savoir si tout citoyen bruxellois, qui se rend dans une institution bicommunautaire, peut bénéficier de cet avantage sans avoir à attester de son appartenance linguistique.

La question était double et très claire dans le rapport, mais la réponse est malheureusement obscure.

De heer De Bondt. — Het antwoord op de eerste vraag is «neen»; op de tweede vraag, «ja».

Il ne faut pas perdre de vue que nous examinons une loi constitutionnelle et que nous ne sommes pas en train de contrôler l'action du gouvernement.

M. le Président. — La parole est à M. Cerf.

M. Cerf. — Monsieur le Président, vous voudrez bien m'excuser de reprendre la parole, mais j'avais posé au gouvernement deux questions qui me semblaient bien précises. Je me permets de les rappeler.

1^o La prévention d'une grossesse non désirée constitue-t-elle une matière personnalisable ?

M. André. — Non.

M. Cerf. — Je m'adresse au gouvernement, Monsieur André.

M. André. — Et moi je réponds : non.

M. Cerf. — On a fait allusion au droit pénal. Je précise que je n'ai pas parlé d'avortement, mais de contraception. J'aimerais savoir si, dans le cadre de la médecine préventive, la contraception est une matière personnalisable. Cela me paraît évident, mais ce qui va sans dire va encore mieux en le disant, puisque aussi bien M. André semble être d'un avis différent.

2^o Comment est-il possible qu'un pouvoir central qui, pendant trente ans, n'a absolument rien fait pour protéger la population contre le danger des radiations ionisantes se réserve le droit d'intervenir en cette matière, alors qu'il pourrait la confier aux communautés qui, elles, prendraient peut-être des décisions dans ce domaine ? (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister De Backer.

Mevr. De Backer-Van Ocken, Minister van de Vlaamse Gemeenschap. — Mijnheer de Voorzitter, op de vraag van de heer Cerf kan ik antwoorden dat de voorlichtingscampagne over gezinsplanning naar de gemeenschappen is overgeheveld.

Het antwoord op de vraag van de heer Poulet vindt men in het rapport, op pagina 140. De bicommunautaire instellingen hangen thans af van de nationale regering; de unicommunautaire hangen af van elk van de twee gemeenschappen.

Op legislatief vlak is het de nationale regering die voor de bicommunautaire instellingen bepaalde mogelijkheden opent of niet opent.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — Dames en Heren, alvorens tot de bespreking van de amendementen over te gaan, deel ik u de agenda mede voor volgende week.

Dinsdag, 22 juli 1980, openbare vergaderingen te 10 uur en te 14 uur :
Ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

De vergadering zal worden verlengd tot 22 uur.

Woensdag, 23 juli 1980, openbare vergaderingen te 10 uur en te 14 uur :

Hervatting van de agenda van de vergaderingen van dinsdag.

De vergadering zal worden verlengd tot 22 uur.

Donderdag, 24 juli 1980, zullen de fracties 's voormiddags vergaderen.

De Senaat komt te 14 uur, in openbare vergadering bijeen met volgende agenda :

1. Inoverwegingneming van het voorstel van wet tot oprichting van een Girobank.

2. Mondelinge vragen :

a) Van de heer Van Elsen aan de Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen over «de overdreven snelheid van buitenlandse bestuurders op de autowegen»;

b) Van de heer Dalem aan de minister van Landbouw en Middenstand over «de schade die aan de landbouwers door het onguure weer berokkend wordt».

3. Hervatting van de agenda van de vergaderingen van dinsdag.

4. Eventueel :

A. Herziening van de Grondwet :

a) Herziening van artikel 110 van de Grondwet.

b) Herziening van artikel 111 van de Grondwet om een nieuw lid in te voegen ten einde het beginsel van de eenjarigheid toepasselijk te verklaren op de gewestelijke belastingen.

c) Herziening van artikel 113 van de Grondwet.

d) Herziening van artikel 59bis, §§ 1, 5 en 8 van de Grondwet.

— Voorstel van tekst voor een nieuw artikel 107ter.

— Schrapping van § 8 van artikel 59bis.

Teksten over te zenden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

B. Ontwerp van wet betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980.

Te 15 uur : Geheime stemming ter inoverwegingneming van naturalisatieaanvragen.

Vrijdag, 25 juli 1980, en zaterdag, 26 juli 1980, openbare vergaderingen te 10 uur en te 14 uur :

Hervatting van de agenda van de vergadering van donderdag.

De vergadering zal worden verlengd tot 22 uur.

Eventueel, zondag 27 juli 1980, openbare vergadering, vervolg en slot van de agenda van de vergadering van donderdag en stemmingen.

La commission du Travail parlementaire propose pour la semaine prochaine l'ordre des travaux suivants :

Mardi 22 juillet 1980, séances publiques à 10 et à 14 heures : Projet de loi spéciale de réformes institutionnelles.

La séance sera prolongée jusqu'à 22 heures.

Mercredi 23 juillet 1980, séances publiques à 10 et à 14 heures : Reprise de l'ordre du jour des séances de mardi.

La séance sera prolongée jusqu'à 22 heures.

Jeudi 24 juillet 1980, séance publique à 14 heures :

1. Prise en considération de la proposition de loi portant création d'une Banque de virement.

2. Questions orales :

a) De M. Van Elsen au Vice-Premier ministre et ministre des Communications sur «les excès de vitesse commis par des conducteurs étrangers sur les autoroutes»;

b) De M. Dalem au ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes sur «le préjudice que cause le mauvais temps aux agriculteurs».

3. Reprise de l'ordre du jour des séances de mardi.

4. Eventuellement :

A. Révision de la Constitution :

a) Révision de l'article 110 de la Constitution.

b) Révision de l'article 111 de la Constitution, par l'insertion d'un alinéa supplémentaire en vue de soumettre les impôts régionaux au principe de l'annualité.

c) Révision de l'article 113 de la Constitution.

d) Révision de l'article 59bis, §§ 1^{er}, 5 et 8, de la Constitution.

— Proposition de texte d'un article 107ter nouveau.

— Suppression du § 8 de l'article 59bis.

Ces textes sont à transmettre par la Chambre des représentants.

B. Projet de loi relatif aux propositions budgétaires 1979-1980.

A 15 heures : Scrutin sur la prise en considération de demandes de naturalisation.

Vendredi 25 juillet 1980 et samedi 26 juillet 1980, séances publiques à 10 et à 14 heures : Reprise de l'ordre du jour de la séance de jeudi, votes.

Eventuellement, dimanche 27 juillet 1980, séance publique, reprise et clôture de l'ordre du jour de la séance de jeudi, votes.

La commission du Travail parlementaire se réunira à nouveau mercredi ou jeudi et soumettra à l'assemblée des propositions concrètes.

Le Sénat est-il d'accord sur ce projet d'ordre des travaux ?

De heer De Bondt. — Niet voor zondag, Mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Ik heb gezegd «eventueel zondag», Mijnheer De Bondt.

De heer De Bondt. — Laten wij het bij een historische uitzondering houden, Mijnheer de Voorzitter.

M. le Président. — Le Sénat est-il d'accord sur cet ordre des travaux ? Is de Senaat het met deze agenda eens ? (Instemming.)

Dan is hiertoe besloten.

Il en est ainsi décidé.

PROJET DE LOI SPECIALE DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

Reprise de la discussion et vote des articles

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN

Hervatting van de beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi spéciale de réformes institutionnelles par l'examen des amendements proposés à l'article 5.

Wij gaan over tot de bespreking van de amendementen ingediend bij artikel 5.

Een eerste amendement, ingediend door de heren Vandezande en Van Ooteghem, luidt :

Remplacer cet article par le texte suivant :

«Les matières personnalisables sont celles qui ne sont pas expressément réservées au pouvoir central par la Constitution ou par la loi, ou qui ne peuvent être considérées comme faisant partie des matières visées à l'article 107quater de la Constitution.»

Dit artikel te vervangen als volgt :

«De persoonsgebonden aangelegenheden zijn deze aangelegenheden die niet uitdrukkelijk door de Grondwet of de wet voorbehouden zijn aan het centraal bestuur of die niet als vallende onder de aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet kunnen worden beschouwd.»

Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, Heren Ministers, geachte collega's, tijdens deze debatten is gebleken dat wij het toch zo moeilijk hebben om de persoonsgebonden materies te onderscheiden van de plaatsgevonden materies. Die terminologie mogen wij niet meer gebruiken, maar aangezien die woorden zo gemakkelijk in de mond liggen, zeg ik het toch maar zo.

Wij hebben gemeend dat het nuttig kon zijn een bepaling te geven van de persoonsgebonden aangelegenheden, in deze zin dat het die aangelegenheden zijn die niet uitdrukkelijk door de Grondwet of de wet aan het centraal bestuur voorbehouden zijn of die niet onder de aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet vallen.

Indien u deze bepaling zou aanvaarden, Mevrouw de Minister, Heren Ministers, zouden ons heel wat interpretatiemoeilijkheden bespaard blijven.

Ik ben er dan ook zeker van dat u dit amendement zal aanvaarden. (Applaus op de banken van de Volksunie.)

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Vanderpoorten.

De heer Vanderpoorten, Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, de heer Vandezande, schrijdende met de glimlach van de tribune, weet wel dat de regering dit amendement niet kan aanvaarden, omdat het door de regering aangenomen systeem erin bestaat, zoals gezegd ter gelegenheid van de behandeling van artikel 4, de aan de gemeenschappen en de gewesten toegewezen bevoegdheden in zo ruim mogelijke mate te omschrijven. Dit amendement beantwoordt zelfs niet aan de bedoeling van de heer Vandezande, die verklaart een nadere bepaling te willen van wat de persoonsgebonden aangelegenheden zijn.

Het verwondert mij dat de heer Vandezande, die een kenner is van de communautaire aangelegenheden, niet schijnt te weten, op basis van wat tijdens de algemene bespreking door de Eerste minister in de commissie is gezegd en wat ook voorkomt in het verslag, dat de persoonsgebonden materies zoals wij ze bepalen, nauw verbonden zijn met het individu en de menselijke persoonlijkheid. (Applaus op sommige banken.)

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement principal de MM. Vandezande et Van Ooteghem.

Wij gaan over tot de stemming over het hoofdamendement van de heren Vandezande en Van Ooteghem.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

164 membres sont présents.

164 leden zijn aanwezig.

145 votent non.

145 stemmen neen.

6 votent oui.

6 stemmen ja.

13 s'abstiennent.

13 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Bury, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Chabert, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Cuvelier, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, MM. De Meyer, Demuyter, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau, Dussart, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lavens, Lecoq, Lindemans, Lutgen, Mme Maes-Vanrobacys, M. Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baclay, M. Paque, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweet, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaebeye, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborgh, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Spitaal, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Vernimmen, Waltmiel, Wathélet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. De Rouck, Jorissen, Maes (R.), Peeters, Vandezande et Van Ooteghem.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Bertrand, Bonmariage, Cerf, Delpérée, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Lagasse, Lahaye, Lepaffe, Moureaux, Neuray et Payfa.

M. le Président. — Les membres qui se sont abstenus sont priés de faire connaître les motifs de leur abstention.

M. S. Moureaux. — Nous nous sommes abstenus parce que nous ne sommes pas partisans du système proposé par le gouvernement, qui attribue les compétences résiduelles à l'Etat central. Nous sommes partisans du système du pacte d'Egmont qui les attribue aux régions.

M. le Président. — MM. de Wasseige, Bertrand, Cerf et Neuray présentent l'amendement que voici :

A cet article, supprimer le point I du § 1^{er} et l'inscrire à l'article 6, § 1^{er}, XI (*nouveau*).

In dit artikel, te doen vervallen § 1, I, en deze bepalingen over te brengen naar artikel 6, § 1, XI (*nieuw*).

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, cet amendement est clair. Il tend à transférer les matières visées au point I du § 1^{er}, non pas aux communautés, mais aux régions. Il a évidemment une portée politique considérable.

Si les soins de santé sont effectivement personnalisables dans le chef des bénéficiaires, en réalité la plupart des interventions tant de l'exécutif que du pouvoir normatif ne concerneront pas les personnes, mais des institutions. Or, celles-ci sont bien localisées géographiquement dans les régions.

Dès lors, il est logique que ces matières soient transférées aux régions. Ceci éviterait un certain nombre de conflits de compétences qui se produiraient inévitablement si l'on songe que de nombreux hôpitaux ou institutions de soins dépendent de CPAS, lesquels relèvent de leurs communes respectives. Deux sortes de pouvoirs vont ainsi interférer : d'une part la région, qui est compétente en matière de tutelle sur les communes et, à travers celles-ci, sur les CPAS ou du moins sur certains aspects de leur action et, d'autre part, la communauté qui aurait la compétence en matière de soins de santé et, en conséquence, la tutelle sur les CPAS. Ceux-ci risquent d'être soumis, en quelque sorte, à deux autorités. Nous ne voyons pas très bien comment, dans ces conditions, il sera possible de mener une politique de santé valable.

Il vaudrait mieux transférer ces compétences aux régions. Cela donnerait au pouvoir régional des complémentarités qu'il ne possède pas actuellement. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Vanderpoorten, ministre.

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, les conseils de communauté sont compétents respectivement dans la région de langue néerlandaise et dans la région de langue française, tant pour les mesures applicables directement aux personnes que pour celles qui concernent les institutions.

A Bruxelles, chaque communauté n'est compétente que pour les institutions qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté.

Dans ces conditions, et sur base de la conception du gouvernement quant à l'organisation et à la définition de ces matières, je demande le rejet de l'amendement.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. de Wasseige et consorts.

Wij gaan over tot de stemming over het amendement van de heer de Wasseige c.s.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

158 membres sont présents.

158 leden zijn aanwezig.

145 votent non.

145 stemmen neen.

10 votent oui.

10 stemmen ja.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1979-1980
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1979-1980

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Bury, Busieu, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Chabert, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Cuvelier, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, MM. De Meyer, Demuyter, Mme De Pauw-Deveven, MM. De Rore, De Rouck, Descamps, De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau, Egelmeers, Féaux, Féris, Février, Flagothier, Geens, Gerits, Gijss, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hubin, Jorissen, Kenens, Kevers, Kuylen, Lagac, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lavens, Lecoq, Lindemans, Lutgen, Mme Maes-Vanrobacys, MM. Maes (R.), Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Peeters, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenebeke, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vandezande, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuize, Van Ooteghem, Van Spitael, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Vernimmen, Waltniel, Wathélet, Windels et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Bonmariage, Cerf, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Lepaffe, Neuray, Payfa et Pouillet.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Dussart, Lahaye et Renard.

De Voorzitter. — Volgend subsidiair amendement werd ingediend door de heren Vandezande en Van Ooteghem :

A. Au § 1^{er}, I, de cet article, remplacer le 1^o par le texte suivant :

«Les soins de santé, sauf la fixation des normes de protection de la population contre les épidémies et les abus de consommation, la réglementation relative aux médicaments et les règles générales applicables aux professions médicales. L'organisation des hôpitaux et les soins de santé dispensés dans les hôpitaux, les maternités, les maisons de repos, les internats du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques, les établissements psychiatriques, et par les institutions dispensant des soins en dehors du milieu hospitalier, ainsi que les activités et services de la médecine préventive.

La politique du troisième âge et l'aide aux personnes âgées, y compris la planification de l'infrastructure et l'indemnité de séjour dans les institutions pour personnes âgées.»

A. § 1, I, 1^o, van dit artikel te vervangen als volgt :

«De gezondheidszorg behalve de normstelling tot bescherming van de bevolking tegen epidemieën en consumptiemisbruiken, de reglementering op de geneesmiddelen en de algemene professionele regelingen van de medische beroepen. Het ziekenhuiswezen en de gezondheidszorg die wordt verstrekt in ziekenhuizen, kraaminrichtingen, rusthuizen, internaten van het Medisch-Sociaal-Pedagogisch Fonds, psychiatrische instellingen en door instellingen van extra-murale zorg, alsook de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg.

Het bejaardenbeleid en de bejaardenhulp inbegrepen de planning van de infrastructuur en de verblijfsvergoeding in bejaardeninstellingen.»

Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren Ministers, geachte collega's, het regeringsartikel is bijna de historie van

de mug en de olifant. De mug, dat zijn de gemeenschappen en de olifant dat is de nationale bevoegdheid.

Het lag in mijn bedoeling «de gezondheidszorg behalve de normstelling tot bescherming van de bevolking tegen epidemieën en consumptie-misbruiken, de reglementering op de geneesmiddelen en de algemene professionele regelingen van de medische beroepen» aan de nationale bevoegdheid toe te vertrouwen en «het ziekenhuiswezen en het bejaarden-beleid» onder de bevoegdheid van de gemeenschappen onder te brengen.

Ik verontschuldigd mij dat ik dit amendement in hoofdorde op een verkeerde wijze heb opgesteld maar dit is te wijten aan het feit dat de versie van het artikel van de regering het gezondheidsbeleid in feite van alles ontdekt omdat er zoveel uitzonderingen zijn zodanig dat er bijna niets anders meer overblijft. Vandaar dat ik u vraag het amendement dat ik aanvankelijk fout had opgesteld maar mondeling heb verbeterd, te willen aanvaarden. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement subsidiaire A de MM. Vandezande et Van Ooteghem.

Wij gaan over tot de stemming over het subsidiair amendement A van de heren Vandezande en Van Ooteghem.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

157 membres sont présents.

157 leden zijn aanwezig.

150 votent non.

150 stemmen neen.

6 votent oui.

6 stemmen ja.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Bertrand, Boey, Bogaerts, Bonmariage, Bril, Bruart, Bury, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Chabert, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Cuvelier, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleack, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, MM. Delpérée, De Meyer, Demuyter, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Rore, Descamps, Désir, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, de Wasseige, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau, Dussart, Egelmeers, Féaux, Férir, Février, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mme Gillet (Lucienne), M. Gillet (Roland), Mme Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lavens, Lecoq, Lepaffe, Lindemans, Lutgen, Mme Maes-Vanrobbaeys, M. Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Moureaux, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Neuray, Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Payfa, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Radoux, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Spitael, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Vernimmen, Waltniel, Windels et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. De Rouck, Jorissen, Maes (R.), Peeters, Vandezande et Van Ooteghem.

S'est abstenu :

Heeft zich onthouden :

M. Lahaye.

M. le Président. — MM. de Wasseige et Serge Moureaux proposent l'amendement A que voici :

A. Au § 1^{er}, I, de cet article, remplacer le 1^o par le texte suivant :

«1^o Les soins de santé dispensés dans les hôpitaux et par les institutions et services pour la dispensation de soins dans et en dehors du milieu hospitalier.»

A. § 1, I, 1^o, van dit artikel te vervangen als volgt :

«1^o De geneskundige verzorging in ziekenhuizen en door instellingen en diensten voor verzorging in en buiten de ziekenhuizen.»

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, chers collègues, nous proposons de remplacer le 1^o du I du § 1^{er} de l'article 5 par une formule qui a ses lettres de noblesse puisqu'il s'agit purement et simplement du texte initial du gouvernement dans le projet 434, déposé le 21 mai 1980.

Nous proposons de reprendre cette formule parce qu'elle nous paraît plus adéquate et plus complète que celle proposée aujourd'hui, à savoir «la politique de dispensation de soins dans et en dehors des institutions de soins». Le texte initial prévoyait «les soins de santé» et non «la politique de dispensation de soins». Le texte initial vise les soins de santé dispensés dans les hôpitaux et par les institutions et services pour la dispensation de soins dans et en dehors du milieu hospitalier. La seule amélioration du texte tend à éviter qu'on ne puisse donner un sens restrictif au terme «hôpital» et, dès lors, de viser également la dispensation de soins, non seulement dans le milieu hospitalier mais également en dehors de celui-ci.

A mon avis, notre texte couvre totalement et sans erreur possible les intentions mêmes du gouvernement : «Les soins de santé dispensés dans les hôpitaux et par les institutions et services pour la dispensation de soins dans et en dehors du milieu hospitalier.»

Il va sans dire qu'en plus de cette amélioration du texte, qui pourrait être accepté par le gouvernement en tant qu'il remplace l'alinéa introductif qui définit la compétence principale de la communauté, notre amendement a aussi pour effet de supprimer les exceptions énoncées dans l'article.

Je voudrais insister sur le fait que le ministre a bien voulu répondre à toute une série de questions que nous avons posées mais que je n'ai pas perçu sa réponse à nos objections fondamentales sur la structure de la proposition du gouvernement qui énonce toute une série d'exceptions extrêmement détaillées mais qui laisse, pour le seul exposé des motifs, l'énoncé du contenu de la compétence. Lorsqu'il y a collision entre la notion de programmation et la notion de définition de priorités, il se pose un problème d'interprétation très grave puisque l'on pourrait considérer, à la lecture du texte, que tout ce qui concerne la programmation hospitalière, y compris la définition des priorités, est exclu des compétences communautaires, alors que le gouvernement veut que ce soit exactement le contraire.

Je demande que le gouvernement s'explique de manière très précise à cet égard et nous rassure quant au contenu réel de la matière qu'il entend viser ici. C'est une précision indispensable à donner au Sénat pour qu'à l'avenir il n'y ait pas de difficultés d'interprétation. C'était le deuxième objet très précis de notre amendement.

M. De Bondt. — J'ai compris que le ministre vous a répondu que les exceptions sont limitatives, et non la compétence.

M. le Président. — La parole est au chevalier de Stexhe.

M. le chevalier de Stexhe. — Monsieur le Président, sans doute pour terminer notre séance en beauté, c'est la première fois que M. Serge Moureaux défend un texte du gouvernement, que la commission a estimé devoir modifier et améliorer. Du coup, il repropose le texte initial du gouvernement ! Nous l'avons modifié parce que le texte initial du gouvernement indiquait, en tête de l'article 5, les principes et il fallait rechercher très loin les exceptions. Dans un souci de clarification, nous avons préféré dire quelles étaient les matières qui restaient nationales en vertu des lois organiques. Nous avons bien précisé, d'une part, ce qui reste national et, d'autre part, ce qui entrait dans les compétences communautaires. M. Serge Moureaux me fait sourire car, pour la première fois, depuis le temps que nous discutons, il trouve admirable un texte du gouvernement; c'est précisément le seul que la commission a estimé devoir améliorer. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement A de MM. de Wasseige et Serge Moureaux.

Wij gaan over tot de stemming over het amendement A van de heren de Wasseige en Moureaux.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

158 membres sont présents.

158 leden zijn aanwezig.

139 votent non.

139 stemmen neen.

13 votent oui.
13 stemmen ja.
6 s'abstiennent.
6 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.
Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Bury, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Chabert, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Cuvelier, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymackers, MM. De Meyer, Demuyter, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Seranno, De Smeyster, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lavens, Lecoq, Lindemans, Lutgen, Mme Maes-Vanrobaeys, M. Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Spitael, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Waltniel, Wathélet, Windels et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Bonmariage, Cerf, Delpérée, Désir, de Wasseige, Dussart, Gillet (Roland), Lepaffe, Moureaux, Neuray, Payfa et Renard.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. de Bruyne, De Rouck, Jorissen, Maes (R.), Peeters et Van Ooteghem.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, ik wilde ook op de plaats van de heer Vandezande stemmen, die nog op het podium staat, maar bij vergissing heb ik op de plaats van de heer de Bruyne gestemd, die afwezig is.

De Voorzitter. — Akte wordt u daarvan gegeven.

De heer Peeters c.s. stelt volgende amendementen voor :

A. Au § 1^{er}, I, 1^o et 2^o, de cet article, supprimer les mots «à l'exception» et le texte qui suit.

A. In § 1, I, 1^o en 2^o, van dit artikel, de woorden «met uitzondering van» en de daaropvolgende tekst te doen vervallen.

B. Au § 1^{er}, II, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o, de ce même article, supprimer les mots «à l'exception» et le texte qui suit.

B. In § 1, II, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o en 7^o, van hetzelfde artikel, de woorden «met uitzondering van» en de daaropvolgende tekst te doen vervallen.

Het woord is aan de heer Peeters.

De heer Peeters. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, zoals wij in de uiteenzetting bij de algemene bespreking van het artikel 5 hebben menen te kunnen aantonen, kan een echte federalisering van het welzijns- en gezondheidsbeleid niet voorbijgaan aan totaal verschillende, zelfs frequent tegengestelde opstellingen hiertegenover, van de twee gemeenschappen.

De uitzonderingsbepalingen zoals die in artikel 5, § 1, I, 1 en 2, en II, 2, 4, 5 en 7, voorkomen, vormen hierbij evenveel belemmeringen en dienen in het kader van een echt integraal federaliseringsproces dan ook als niet op maat van reële federalistische criteria te worden verworpen.

We stellen dan ook voor ze te doen vervallen.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Vanderpoorten.

De heer Vanderpoorten, Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, wij hebben onze argumentatie reeds laten kennen naar aanleiding van de vorige amendementen. Wij handhaven die argumentatie.

De Voorzitter. — Mijnheer Peeters, beschouwt u deze beide amendementen als een geheel? Gaat u ermee akkoord dat wij over beide tegelijkertijd stemmen?

De heer Peeters. — Akkoord, Mijnheer de Voorzitter.

M. le Président. — Nous passons au vote sur les amendements A et B de M. Peeters et consorts.

Wij gaan over tot de stemming over de amendementen A en B van de heer Peeters c.s.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

156 membres sont présents.

156 leden zijn aanwezig.

140 votent non.

140 stemmen neen.

16 votent oui.

16 stemmen ja.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Boey, Bril, Bruart, Bury, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Chabert, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Cuvelier, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymackers, MM. De Meyer, Demuyter, Mme De Pauw-Deveene, MM. Descamps, De Seranno, De Smeyster, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau, Dussart, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lavens, Lecoq, Lindemans, Lutgen, Mme Maes-Vanrobaeys, M. Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Poulet, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Spitael, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Waltniel, Wathélet, Windels et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Bonmariage, Cerf, Delpérée, De Rouck, Désir, de Wasseige, Gillet (Roland), Jorissen, Maes (R.), Moureaux, Neuray, Payfa, Peeters, Vandezande et Van Ooteghem.

M. le Président. — MM. Serge Moureaux, Bonmariage et de Wasseige présentent un premier amendement subsidiaire ainsi rédigé :

Ajouter au § 1^{er}, I, 1^o, de cet article, après le mot «soins» à la deuxième ligne ce qui suit :

«Cette compétence comprend en ce qui concerne les hôpitaux et les établissements de soins en général :

a) La détermination des priorités en matière de construction;

b) L'octroi de l'autorisation et des subsides relatifs à la construction, la transformation, l'équipement et l'appareillage médical lourd;

c) L'inspection, l'agrégation et la fermeture;

d) L'organisation interne et l'accueil.»

§ 1, I, 1^o, van dit artikel, na het woord «zorgenverstrekking» op de tweede regel, aan te vullen als volgt :

«Deze bevoegdheid omvat, wat betreft de ziekenhuizen en de verzorgingsinstellingen in het algemeen :

- a) Het bepalen van de prioriteiten voor de bouw;
- b) Het verlenen van toelating en van toelagen voor de oprichting, de omschakeling, de uitrusting evenals voor de zware medische apparatuur;
- c) De inspectie, de erkenning en de sluiting;
- d) De inwendige organisatie in het onthaal.»

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, comme nous l'avons déjà vu, le texte qui transfère les compétences énumère beaucoup plus longuement les exceptions que les matières transférées. Nous pensons qu'il serait hautement souhaitable de le préciser et d'y ajouter les éléments très importants qui se trouvent dans l'exposé des motifs, bien que dans les compétences transférées aux communautés figurent notamment les établissements de soins. Il s'agit notamment de la détermination des priorités en matière de construction, de l'octroi de l'autorisation et des subsides relatifs à ces constructions, de la transformation, de l'équipement et de l'appareil médical lourd, de l'inspection, de l'agrément et de la fermeture des établissements, et de l'organisation interne de l'accueil.

Des exceptions telles qu'elles sont énumérées dans la loi qui nous est proposée, à l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, on pourrait croire effectivement que même ce qui est de la compétence communautaire est exclu.

En effet, on y lit : « Les règles de base relatives à la programmation. » Par ailleurs, il est bien dit dans la compétence des communautés que la détermination des priorités en matière de construction est de la compétence des communautés.

Dès lors, si nous ne l'indiquons pas dans le texte, on pourrait inférer des exceptions que les communautés n'ont aucune compétence dans ces matières.

Finalement, cet amendement très technique s'insère logiquement dans le projet qui nous est soumis. Il n'a pas pour effet d'en dénaturer le sens ou la portée. Au contraire, il le précise.

Par conséquent, il semble que cet amendement devrait pouvoir recueillir l'accord du gouvernement et de la majorité du Sénat. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, je vous propose, et je présume que vous marquerez votre accord, de terminer nos travaux aujourd'hui après la discussion du § 1^{er}, I, 1^o, de l'article 5. (*Assentiment.*)

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, mes chers collègues, il s'agit ici d'un texte tout à fait fondamental.

Vous avez raison de dire que la plupart de nos amendements sont très importants. Quoi qu'il en soit, certains amendements sont plus importants que d'autres, c'est évident.

M. Cooreman. — Les amendements subsidiaires !

M. S. Moureaux. — Le problème qui est posé — je l'ai déjà dit, mais le gouvernement ne semble pas vouloir nous entendre, et dans la pratique, pour l'application de cette législation cela aura des conséquences très graves — provient du fait que nous travaillons selon un système de compétences d'attributions, que le pouvoir résiduaire est national et que dès lors tout ce qui n'est pas expressément attribué aux communautés est de la compétence nationale, quoi que vous puissiez écrire dans l'exposé des motifs.

M. le chevalier de Stexhe. — C'est exactement le contraire.

M. S. Moureaux. — C'est la réalité, Monsieur de Stexhe. Vous vous trompez.

Mais, chers collègues, je continue mon exposé avec une obstination qui me semble digne de votre considération.

Je disais donc que dans la mesure où le gouvernement veut que la compétence communautaire en matière de soins de santé porte sur tout ce qu'il a indiqué dans l'exposé des motifs — et je suppose que tel est son souci —, alors il faut reprendre les divers éléments dans le texte de loi.

La détermination des priorités en matière de construction, cela signifie déterminer l'ordre dans lequel les autorisations, les subventions seront accordées pour les constructions. Cela doit devenir communautaire. Ce sont donc les communautés qui doivent déterminer ces priorités. Or, dans les exceptions, vous indiquez que sont nationales les règles de base de la programmation.

M. le chevalier de Stexhe. — Les règles de base !

M. S. Moureaux. — Il faut donc indiquer ce qui est communautaire pour éviter que le texte de la loi dise le contraire de l'exposé des motifs.

Vous voulez que l'on transfère aux communautés l'octroi des autorisations, des subsides à la construction, à la transformation et à l'équipement, c'est bien cela ? Vous voulez que, désormais, ce soient les communautés qui octroient les autorisations et les subsides, c'est bien cela, Monsieur le Ministre ? Ce sont les communautés qui décideront des subventions à la construction, à la transformation et à l'équipement ? (*Assentiment de M. le ministre Califice.*)

Quand vous indiquez dans les exceptions « les règles de base relatives au financement, ... » vous contredisez ce qui se trouve dans l'exposé des motifs.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Non...

De heer De Bondt. — Dat is niet waar.

M. S. Moureaux. — A moins d'avoir une curieuse notion du français il est tout à fait évident que le financement c'est aussi les subsides et que quand on attribue dans un texte le financement au pouvoir national alors que l'on prétend dans l'exposé des motifs attribuer ce même financement aux communautés, on se contredit.

Ou on le fait volontairement pour cacher ses véritables intentions, ou on le fait par inadvertance. Si c'est par inadvertance il faut modifier le texte. Si c'est volontairement, autant nous le dire tout de suite. Mais je prétends que quand *expressis verbis* dans le texte de loi on excepte de la compétence des soins de santé, le financement de l'infrastructure, et que l'on indique dans l'exposé des motifs que la subvention à la construction, à la transformation et à l'équipement est de la compétence des communautés, on dit d'un côté le contraire de ce que l'on dit de l'autre.

Notre amendement ne demande aucun effort politique de la part du gouvernement. Il peut l'accepter. En effet, que proposons-nous ?

Tout simplement d'insérer dans le texte de l'article en question, l'énoncé de ce que vous voulez faire figurer parmi les compétences, dans votre exposé des motifs.

Si vous acceptez cet amendement, qui ne pose aucun problème politique puisque nous reprenons vos textes, vous éviterez toute difficulté d'interprétation. Par contre, si vous maintenez obstinément votre conception ambiguë, vous laisserez volontairement une loi imparfaite qui posera des tas de problèmes à l'avenir. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. le Président. — La parole est à M. Califice, ministre.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Je répondrai à M. Serge Moureaux qu'il reprend, dans les compétences des communautés, les six points contenus dans l'exposé des motifs.

M. S. Moureaux. — Un des deux points, ce ne sont pas les mêmes.

M. Califice, Ministre de la Santé publique et de l'Environnement. — Vous déclarez qu'il s'agit, en l'occurrence, de ces points-là et vous affirmez maintenant qu'ils sont différents.

Ils sont cités à titre exemplatif. En effet, il est dit : « *notamment*, nous transférons aux communautés la politique de santé sauf ce qui est expressément prévu... » Par conséquent, tout le raisonnement bâti par M. Serge Moureaux sur les compétences résiduelles ne tient pas. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Nous passons au vote sur le premier amendement subsidiaire de MM. Moureaux, Bonmariage et de Wasseige.

Wij gaan over tot de stemming over het eerste subsidiair amendement van de heren Moureaux, Bonmariage en de Wasseige.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

161 membres sont présents.

161 leden zijn aanwezig.

140 votent non.

140 stemmen neen.

20 votent oui.

20 stemmen ja.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Boey, Bogaerts, Bril, Bruart, Bury, Busieau, Calewaert, Califice, Canipel, Carpels, Chabert, Claeys, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Cuvelier, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, De Bondt, De Clercq (Constant), Deconinck, Decoster, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, MM. De Meyer, Demuyter, Mme De Pauw-Devean, MM. De Rore, Descamps, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, D'Haeyer, Donnay, Dulac, le comte du Monceau, Egelmeers, Féaux, Férier, Février, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Gillet (Jean), Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hoyaux, Hubin, Kenens, Kevers, Kuylen, Lagae, Lagneau, Lallemand, Lambiotte, Lavens, Lecoq, Lindemans, Lutgen, Mme Maes-Vanrobaeys, M. Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Noël de Burlin, Nutkewitz, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pede, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Straessens, MM. Poulain, Pouillet, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théophile), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaebale, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborght, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Spitael, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Verhaegen, Waltniel, Wathelet, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Bertrand, Bonmariage, Cerf, Delpérée, De Rouck, Désir, de Wasseige, Dussart, Gillet (Roland), Jorissen, Lagasse, Lepaffe, Maes (R.), Moureaux, Neuray, Payfa, Peeters, Renard, Vandezande et Van Ootghem.

S'est abstenu :

Heeft zich onthouden :

M. Lahaye.

M. le Président. — Cinq amendements ont été déposés par MM. de Wasseige, Serge Moureaux et Bonmariage.

Comme j'ai constaté que chaque amendement demandait un quart d'heure de discussion, je vous propose d'en reporter l'examen à la prochaine séance. En effet, il avait été convenu d'interrompre nos travaux entre 17 h 30 et 17 h 45. Or, si nous entamons l'examen de ces amendements, cela nous mènera jusqu'à près de 19 heures.

Je regrette qu'on n'ait pu en terminer avec cet article aujourd'hui, mais l'opposition a ses droits.

La parole est à M. André.

M. André. — N'y aurait-il pas moyen, Monsieur le Président, de considérer que les amendements dont vous venez de parler n'en forment qu'un seul qui pourrait être défendu et voté comme tel ? Sinon, nous n'en sortirons pas. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le Président. — Je veux bien en discuter.

M. André. — C'est l'esprit du règlement, Monsieur le Président.

M. Wyninckx. — C'est évident.

M. Bertrand. — Vous invoquez le règlement maintenant !

M. le Président. — On peut en discuter, mais le résultat sera finalement le même.

De heer Jorissen. — Zeer juist !

De Voorzitter. — Hier ga ik akkoord met de heer André.

Il y a parfois des amendements qui n'en constituent qu'un seul, mais je ne pense pas que ceux-ci rentrent dans cette catégorie. Nous verrons en temps utile.

Je ne veux pas abuser de votre temps, mais, je le répète, il faut aussi respecter les droits de l'opposition. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De heer Jorissen. — De heer André doet ons veel tijd verliezen. Daar gaan wij nu toch geen uur meer over discussiëren zeker !

M. le Président. — Nous nous reverrons donc mardi prochain, lendemain de notre fête nationale.

Cette fête revêt pour nous, aujourd'hui, une signification toute particulière, d'abord à cause des problèmes avec lesquels nous sommes confrontés ces jours-ci et de nos responsabilités y afférentes, et ensuite en raison du fait que nous fêtons en même temps le 150^e anniversaire de notre pays.

La réalisation d'une démocratie parlementaire n'a pas toujours été facile au cours de ces cent cinquante années. L'équilibre que nous espérons tous réaliser aujourd'hui ne l'est peut-être pas moins.

Ik ben niettemin ervan overtuigd dat elk lid van de Senaat zijn bijdrage zal kunnen leveren om deze parlementaire democratie te blijven realiseren, hoe moeilijk dit ook moge schijnen.

Het is in die zin dat de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat gezamenlijk op 10 november aanstaande een vergadering zullen houden om het 150-jarig bestaan van de parlementaire democratie in ons land te herdenken en dit in aanwezigheid van Zijne Majesteit de Koning.

Ik heb in uw aller naam aan Zijne Majesteit in die geest een brief geschreven en tevens met bloemen uitdrukking willen geven aan ons aller wens voor een spoedig herstel. (*Applaus op de banken van de meerderheid en op de banken van het FDF-RW.*)

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De heer Jorissen heeft ingediend een voorstel van wet tot opschorting van de lopende ruilverkavelingsprocedures in het Vlaamse land.

M. Jorissen a déposé une proposition de loi portant suspension des procédures de remembrement à l'amiable en cours en pays flamand.

Dit voorstel van de wet zal worden gedrukt en rondgedeeld.

Cette proposition de loi sera imprimée et distribuée.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

Wij komen dinsdag om 10 uur opnieuw bijeen en zullen dan de bespreking van de amendementen ingediend bij artikel 5, § 1, I, verder zetten.

Le Sénat se réunira mardi, le 22 juillet, à 10 et à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw op dinsdag, 22 juli, te 10 en te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 17 h 35 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 17 u. 35 m.*)

2328